

Sécurité des espaces publics

L'exemple du canton de Bâle-Ville

Facteurs de succès, tendances et pistes d'action



Kanton Basel-Stadt

BASLERFONDS>>>

Editeur

© Canton de Bâle-Ville et BaslerFonds

Développement et conception de l'étude

EBP Suisse SA

www.ebp.ch

Collaboration et coordination canton de Bâle-Ville

Division du développement cantonal et urbain Bâle-Ville

www.entwicklung.bs.ch

Traduction

Marc-André Miserez, Granges-Paccot

Impression

Druckerei Dietrich SA, Bâle

© **Etude: le rapport ne peut être cité qu'avec mention de la source**

© Photos

Couverture et photos pages 10, 18, 22, 27, 30 et 34: Juri Weiss

Erlenmatt p. 28: BVD Bâle-Ville

Claraplatz p. 28: Nadine Grüninger

Parc paysager de la Wiese p. 29: Parcs et jardins Bâle-Ville

«Le passage de la peur» p. 44: Tillmann Schulze

Rheingasse p. 70: Andreas Zimmermann

Commande d'exemplaires supplémentaires

Kantons- und Stadtentwicklung Basel-Stadt

Marktplatz 30a

Postfach 4001 Basel

+41 (0)61 267 88 97

Bâle, septembre 2018

www.bs.ch

Résumé

La sécurité des espaces publics en point de mire

La sécurité fait partie des facteurs qui font d'une ville un endroit où l'on a envie de vivre. La sécurité des espaces publics est donc un point central. Le canton de Bâle-Ville en est conscient et s'occupe de ces questions depuis déjà de nombreuses années. Pour pouvoir se préparer encore mieux aux développements futurs, il a mené de 2016 à 2018, en collaboration avec le BaslerFonds, un projet qui traite explicitement de la sécurité des espaces publics urbains. Ce rapport en présente les résultats.

Procédure et objectifs

En prenant Bâle comme exemple, et en tenant compte de la situation dans d'autres villes suisses, le rapport montre comment la situation sécuritaire dans les espaces publics du pays va changer et comment les villes peuvent réagir. Le présent rapport présente ainsi des résultats et des enseignements que les responsables de pratiquement toutes les villes suisses peuvent utiliser pour leurs pratiques, leurs planifications et leur gestion des espaces publics.

Les résultats se basent essentiellement sur un échange ciblé avec un grand nombre d'experts, principalement du canton de Bâle-Ville. L'échange s'est fait sous forme d'entretiens individuels et en groupe, mais avant tout dans le cadre d'ateliers. On y a analysé d'une part des espaces publics spécifiques de Bâle, comme on peut aussi les trouver dans d'autres villes de Suisse quant à leur caractère. D'autre part, on s'est attaché à des tendances et des développements qui revêtent une importance particulière pour la sécurité des espaces publics. L'analyse d'études actuelles et de données techniques a servi de base aux travaux.

Qu'est-ce que la sécurité dans l'espace public?

Quand on parle de sécurité dans l'espace public, il faut distinguer sécurité objective et sécurité subjective. La planification de la sécurité doit prendre en compte les deux aspects. L'ensemble des espaces publics (espace urbain) et les gens qui sont dans la ville (société urbaine) sont à cet égard des facteurs d'influence importants. Les thèmes du calme et de l'ordre sont également importants, parce qu'ils peuvent avoir un effet déterminant sur la sécurité subjective. Les questions de politique sociale, tout comme la sécurité du trafic n'ont cependant pas été pris en compte dans ces travaux.

A quel point l'espace public est-il sûr aujourd'hui?

Il n'a pas été possible d'établir une comparaison de la sécurité objective des espaces publics dans les villes suisses, car il n'existe pas d'évaluations explicites des données sur les événements. Par contre, des comparaisons ont été possibles dans le domaine de la sécurité subjective: dans la journée, les villes suisses sont considérées comme très sûres. Même la nuit, elles passent encore pour sûres – même si c'est moins que le jour.

Qu'est-ce qui rend l'espace public sûr?

Les villes suisses s'occupent pour la plupart intensivement de la sécurité de leurs espaces publics. Mais il y a certainement des différences. Dans les petites villes en particulier, les ressources en argent et en personnel font souvent défaut. La liste qui suit montre les facteurs de succès identifiés dans le projet. Ceux-ci sont déjà valables aujourd'hui et seront, selon les experts interrogés, également valables, voire plus importants encore à l'avenir.

- I) Les villes sont conscientes de la haute valeur d'espaces publics sûrs.
- II) Les villes considèrent la sécurité comme un tout.
- III) La sécurité dans l'espace public est bien organisée.
- IV) Les villes traitent sciemment de la sécurité de l'espace public.
- V) Garantir la sécurité est un processus continu et la procédure appropriée doit être constamment rediscutée.
- VI) Les villes sont prêtes à résoudre les conflits d'utilisation de l'espace public avec les différents groupes d'intérêt.
- VII) Les villes imposent systématiquement la sécurité dans les espaces publics. Les éléments préventifs et répressifs se complètent.
- VIII) La sécurité fait partie intégrante de la planification urbaine, et donc aussi de l'aménagement des espaces publics.
- IX) L'espace public est propre et soigné.
- X) Les villes sensibilisent les usagers de l'espace public aux questions de sécurité.

Qu'est-ce qui attend les espaces publics?

L'espace public est en mutation constante. Si les groupes d'utilisateurs et les formes d'utilisation, ou les conditions cadre d'utilisation changent, les questions et les défis relatifs à la sécurité changent aussi. De la littérature, des interviews et des ateliers émergent différentes tendances et développements significatifs et de ceux-ci ressortent à leur tour les défis énumérés ci-dessous à titre d'exemples.

Société

De plus en plus de gens se déplacent 24 heures sur 24 dans l'espace public. Les attentes quant à la sécurité de cet espace public sont de plus en plus diverses, les besoins et les intérêts contradictoires augmentent. Le potentiel de conflits peut donc augmenter.

Espace urbain

L'espace public doit continuer à appartenir à tous. La pression liée à l'utilisation augmente encore. Les exigences et les besoins qui découlent de cette utilisation évoluent donc constamment. Les nouvelles technologies ont une forte influence sur la sécurité dans l'espace public: elles offrent des possibilités d'agir positivement sur la situation sécuritaire, mais créent aussi de nouveaux défis.

Organismes chargés de la sécurité et forces de l'ordre

La population attend des organismes chargés de la sécurité dans l'espace public des temps de réaction – et donc d'intervention – de plus en plus courts, 24 heures sur 24. Ceci dans un contexte de ressources limitées. Les modifications du cadre juridique ont des conséquences multiples, souvent coûteuses en ressources.

Quelles sont les possibilités dans la pratique?

Ce rapport présente 75 exemples éprouvés dans des villes suisses et certaines villes à l'étranger. Ils montrent comment les villes peuvent réagir aux défis ici mentionnés et peuvent se classer selon les quatre thèmes suivants:

- Organiser la sécurité dans l'espace public
- Planifier et construire la sécurité dans l'espace public.
- Communiquer/sensibiliser à la sécurité dans l'espace public.
- Faire respecter la sécurité dans l'espace public.

Quels sont les enseignements principaux?

- La sécurité des espaces publics est et reste un facteur important pour la perception (de la sécurité) d'une ville.
- Les villes suisses font déjà beaucoup pour atteindre un niveau de sécurité suffisant.
- Les mesures de sécurité ne doivent pas entraver la vie urbaine dans toute sa pluralité.
- La sécurité des espaces publics doit être considérée de manière différenciée et intégrale.
- La sécurité dans les espaces publics résulte de l'interaction de nombreux acteurs.
- Les tendances et les développements agiront de manières très différentes sur la sécurité des espaces publics.
- Il faut réagir aux menaces actuelles – après une discussion nuancée.
- Il existe de nombreux exemples très divers de la manière dont on peut créer la sécurité dans les espaces publics.
- Assurer la sécurité dans les espaces publics est une tâche permanente.

Sommaire

1.	Pourquoi ce rapport? <i>Introduction</i>	7
1.1	Situation de départ	7
1.2	Objectifs	8
1.3	Destinataires	9
1.4	Procédure	9
2.	Que signifie la sécurité dans l'espace public? <i>Bases</i>	15
2.1	Sécurité objective et sécurité subjective	16
2.2	La signification du calme et de l'ordre pour la sécurité des espaces publics	17
3.	A quel point l'espace public est-il sûr aujourd'hui? <i>Situation actuelle</i>	19
3.1	La situation sécuritaire des espaces publics en Suisse	19
3.2	Gros plan: la situation sécuritaire de quatre espaces publics à Bâle	23
4.	Qu'est-ce qui rend l'espace public sûr? <i>Facteurs de succès</i>	27
5.	Qu'est-ce qui attend les espaces publics? <i>Tendances et défis</i>	31
5.1	Société	31
5.2	Espace urbain	35
5.3	Organismes de sécurité et forces de l'ordre	37
6.	Quelles possibilités dans la pratique? <i>Pistes d'action</i>	40
6.1	Organiser la sécurité dans l'espace public	40
6.2	Planifier et construire la sécurité dans l'espace public	45
6.3	Communiquer sur/sensibiliser à la sécurité dans l'espace public	56
6.4	Faire respecter la sécurité dans l'espace public	61
7.	Quels sont les principaux enseignements? <i>Bilan</i>	66

Annexes

A1	Organisation du projet	69
A2	Partenaires d'interviews	70
A3	Participants aux ateliers	72



k kiosk

FILIGR. CWS

AD X 2005

Wohnkultur

das Metakolle von Basel

TRACHTNER MOBEL

1. Pourquoi ce rapport?

Introduction

1.1 Situation de départ

Des villes sûres sont des villes où il fait bon vivre. Elles sont attractives pour la population, l'économie et les hôtes du pays comme de l'étranger, et elles en tirent les bénéfices. En comparaison internationale, les villes suisses sont considérées comme sûres. Mais le maintien d'un haut niveau de sécurité est une tâche exigeante. Car les conditions cadre pour la sécurité urbaine changent continuellement.

Il n'y a pas qu'en Suisse que l'on est conscient de ces défis. Ainsi, le Forum européen pour la sécurité urbaine (EFUS) a par exemple consacré explicitement son manifeste pour la Conférence internationale de 2012 à la sécurité des espaces publics et a émis dans ce contexte plusieurs recommandations aux villes et aux communes européennes. L'une d'entre elles est que les villes devraient tenir compte de l'évolution de l'utilisation des espaces publics et y inclure suffisamment l'aspect sécuritaire.¹

L'Association des villes allemandes (Deutscher Städtetag) de son côté, dans un papier de position de 2017, retient comme première d'une liste de 15 positions de base que: «la qualité de vie et d'habitation dans nos villes dépend de manière décisive du fait de réussir à la fois à promouvoir la coexistence sociale et à garantir valablement la sécurité et l'ordre public pour les citoyennes et les citoyens». ² Il est donc important de veiller à ce que les espaces publics soient suffisamment sûrs.

Le canton de Bâle-Ville en est bien conscient. Tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel, un grand nombre d'acteurs différents veille à maintenir un haut niveau de sécurité en ville et contribue ainsi de manière importante à la qualité de vie. A côté des tâches de sécurité du quotidien, Bâle est régulièrement représentée dans des projets innovants. Ainsi, entre 2011 et 2013, le canton de Bâle-Ville a participé à l'enquête «Villes suisses sûres 2025», initiée par l'Union des villes suisses (UVS). Avec 32 autres villes pilote, Bâle a identifié les futurs défis sécuritaires pour les villes et a élaboré des pistes d'action.

L'étude montre aussi que quand on parle de sécurité urbaine, l'espace public a une signification particulière: il est le lieu par excellence de la cohabitation en ville. Un lieu de rencontre, de dialogue, de coexistence spontanée, d'usage commun et divers par différents groupes et d'enrichissement culturel. L'espace public est aussi et avant tout la «carte de visite» d'une ville. La population y passe une partie de son temps libre; c'est par là qu'un grand nombre de visiteurs atteignent la ville et c'est là qu'ils vont passer du temps.

1 Forum européen pour la sécurité urbaine: Sécurité, démocratie et villes: Le Manifeste d'Auber-
villiers et Saint-Denis. Paris 2013.

2 Deutscher Städtetag: Sicherheit und Ordnung in der Stadt. Positionspapier des Deutschen
Städtetags. Berlin und Köln 2017.

Si les espaces publics ne sont pas sûrs, ou passent pour ne pas être sûrs, toute la ville va rapidement être perçue comme dangereuse.

Pour Bâle, l'importance primordiale d'avoir des espaces publics sûrs est une évidence. C'est ainsi qu'en 1998 déjà, le Département des constructions du canton de Bâle-Ville s'est occupé du sujet et a publié l'étude «Plus de sécurité dans l'espace public».³ De même, le concept du gouvernement «l'espace public appartient à tous» de 2014 stipule que «lors de la planification, de la conception et de l'utilisation des espaces publics [...] on prendra en compte les aspects de promotion de la sécurité».⁴

1.2 Objectifs

Les conditions cadre pour des espaces publics sûrs changent constamment et cette dynamique s'est encore accentuée ces dernières années, par exemple avec les tendances dans la communication mobile ou dans les formes d'utilisation des espaces publics. Assurer une sécurité suffisante est une tâche permanente. C'est pourquoi le canton de Bâle-Ville a décidé, à la suite de l'étude «Villes suisses sûres 2025», d'examiner la sécurité des espaces publics de manière plus approfondie. Un projet s'est donc déroulé entre 2016 et 2018, portant explicitement sur la sécurité des espaces publics. Le présent rapport documente les résultats et les enseignements les plus importants de ce projet, au cours duquel il a fallu répondre aux questions suivantes:

- Que signifie la sécurité dans l'espace public? (*chapitre 2*)
- A quel point l'espace public est-il sûr aujourd'hui? (*chapitre 3*)
- Quels sont les facteurs de succès qui rendent l'espace public sûr? (*chapitre 4*)
- Quelles tendances sont importantes pour la sécurité des espaces publics à l'avenir? Et quels sont les principaux défis qui en découlent? (*chapitre 5*)
- Quelles pistes d'action les responsables ont-ils? Et quelles approches ont bien marché jusqu'ici dans les villes? (*chapitre 6*)

A partir de l'exemple de Bâle, et en prenant en compte la situation dans d'autres villes du pays, le rapport montre comment la situation sécuritaire des espaces publics va changer en Suisse et comment les villes peuvent réagir. Un tel examen prospectif de la situation sécuritaire des espaces publics est unique à ce jour en Suisse, mais également dans le reste de l'espace germanophone. C'est pourquoi le BaslerFonds a également soutenu les travaux.⁵

3 Baudepartement des Kantons Basel-Stadt: Mehr Sicherheit im öffentlichen Raum. Was wir tun können, damit sich die Stadtbewohnerinnen und Stadtbewohner sicherer fühlen. Basel 1998.

4 Voir <http://www.entwicklung.bs.ch/grundlagen/lebensqualitaet/oeffentlicher-raum/konzept-oeffentlicher-raum.html>

5 Le BaslerFonds est une institution de la génération des fondateurs de l'entreprise EBP. Il finance des projets innovants et tournés vers l'avenir, sous le mot d'ordre «poussé par une vision plutôt que tiré par un problème».

1.3 Destinataires

Ce rapport livre des résultats et des enseignements valables pour toutes les villes suisses. Il s'adresse aux destinataires suivants:

- Les **collaborateurs et responsables des administrations dans les zones urbaines** y trouveront une base qui les aidera à améliorer encore leur compréhension de la sécurité des espaces publics et à se préparer pour l'avenir. Ils y trouveront des informations générales pour leur planification stratégique, par exemple sur les tendances et les développements importants. Le rapport contient aussi de nombreux conseils pratiques pour la planification, la conception et l'exploitation des espaces publics.
- Ce rapport entend fournir **au public comme aux politiciens intéressés des informations faciles à comprendre** sur la situation sécuritaire actuelle et future des espaces publics. Ainsi pourront-ils peut-être aussi développer eux-mêmes des idées afin de contribuer à influencer positivement la sécurité des espaces publics et par là également l'attractivité d'une ville.

1.4 Procédure

Ce rapport résulte avant tout d'un échange modéré avec un grand nombre de spécialistes du canton de Bâle-Ville, responsables de différents aspects de la sécurité dans l'espace public. L'échange a eu lieu sous forme d'interviews individuels ou de groupe, mais avant tout dans le cadre d'ateliers. Le fondement en a été fourni par l'analyse d'études actuelles et de bases techniques ⁶ et les estimations des spécialistes de Bâle-Ville ont été recoupées avec celles d'autres experts.

L'équipe de projet de la firme EBP qui a rédigé ce rapport a de longues années d'expérience dans la sécurité urbaine, et principalement la sécurité des espaces publics. Afin de refléter leurs expériences et leurs hypothèses propres ainsi que celles de la direction du projet et de l'équipe de base de Bâle-Ville⁷ et d'obtenir de nouveaux apports, les auteurs ont d'abord mené cinq **entretiens sur les tendances** avec des spécialistes, entre autres de l'Union des villes suisses, de l'EPFZ ou de l'Institut Gottlieb-Duttweiler.⁸

Pour obtenir des impressions fondées tirées de la vie quotidienne, ils ont également mené huit **entretiens sur la pratique** avec 13 spécialistes de

6 En particulier le rapport Perspectives de la Chancellerie fédérale, l'étude Villes suisses sûres 2025, l'étude de swissfuture sur l'évolution des valeurs, les scénarios démographiques de l'Office statistique du canton de Bâle-Ville, ainsi que le rapport sur les tendances d'EBP ont constitué des bases importantes pour l'analyse des tendances et des développements impactant la sécurité dans les espaces publics urbains. Pour se faire une idée de la situation sécuritaire actuelle dans l'espace public, une évaluation des derniers sondages de la population de différentes villes suisses et étrangères a également été réalisée. Enfin, on a consulté plusieurs bases techniques de villes suisses, principalement de Bâle, pour avoir une vue d'ensemble des questions qui ont occupé les responsables de la sécurité des espaces publics ces derniers temps.

7 Sur la composition des organes du projet, voir annexe A1.

8 Les annexes A2 et A3 donnent une vue d'ensemble de tous les participants aux entretiens et aux ateliers.

Bâle qui s'occupent des espaces publics en général et aussi parfois très spécifiquement de la sécurité qui y règne. L'objectif était d'obtenir des réponses aux questions posées ci-dessus, de considérer la situation sécuritaire des espaces publics de Bâle sous différents angles et d'examiner les résultats pour voir s'ils sont applicables à la situation d'autres villes suisses. Ainsi, l'éventail des personnes interviewées va des collaborateurs de la police cantonale et des départements des travaux et des transports jusqu'à des représentants des commerçants du centre-ville et du secteur immobilier.

Les résultats de ces entretiens sur la situation à Bâle, ainsi que les tendances et les développements intéressants identifiés dans les études et dans les bases techniques ont servi de base pour quatre «**ateliers de lieux**». Chacun s'est occupé d'un espace public, tous représentatifs par leurs caractéristiques d'espaces publics dans d'autres villes suisses. Et chacun avec des questions très différentes liées à la sécurité:

- *Steinenvorstadt*: lieu de sortie nocturne «classique», avec caractère commerçant prononcé durant la journée
- *Claraplatz et environs*: espace varié et très fréquenté, dans un environnement social et culturel hétérogène
- *Quartier d'Erlenmatt*: nouveau quartier avec de grands espaces libres au centre et des chantiers de longue durée
- *Parc paysager de la Wiese*: zone de loisirs avec forêt, prairie et rivière en périphérie de la ville

Un atelier a eu lieu pour chacun de ces endroits, réunissant environ dix représentantes et représentants de différentes organisations et groupes d'intérêt de Bâle-Ville. Ils y ont discuté de la sécurité dans cet espace public spécifique et ont reflété les tendances et les développements les plus importants à leurs yeux en matière de sécurité. Ensemble, ils ont développé les premières idées pour des pistes d'action pratiques en vue d'optimiser la sécurité en général dans les espaces publics.

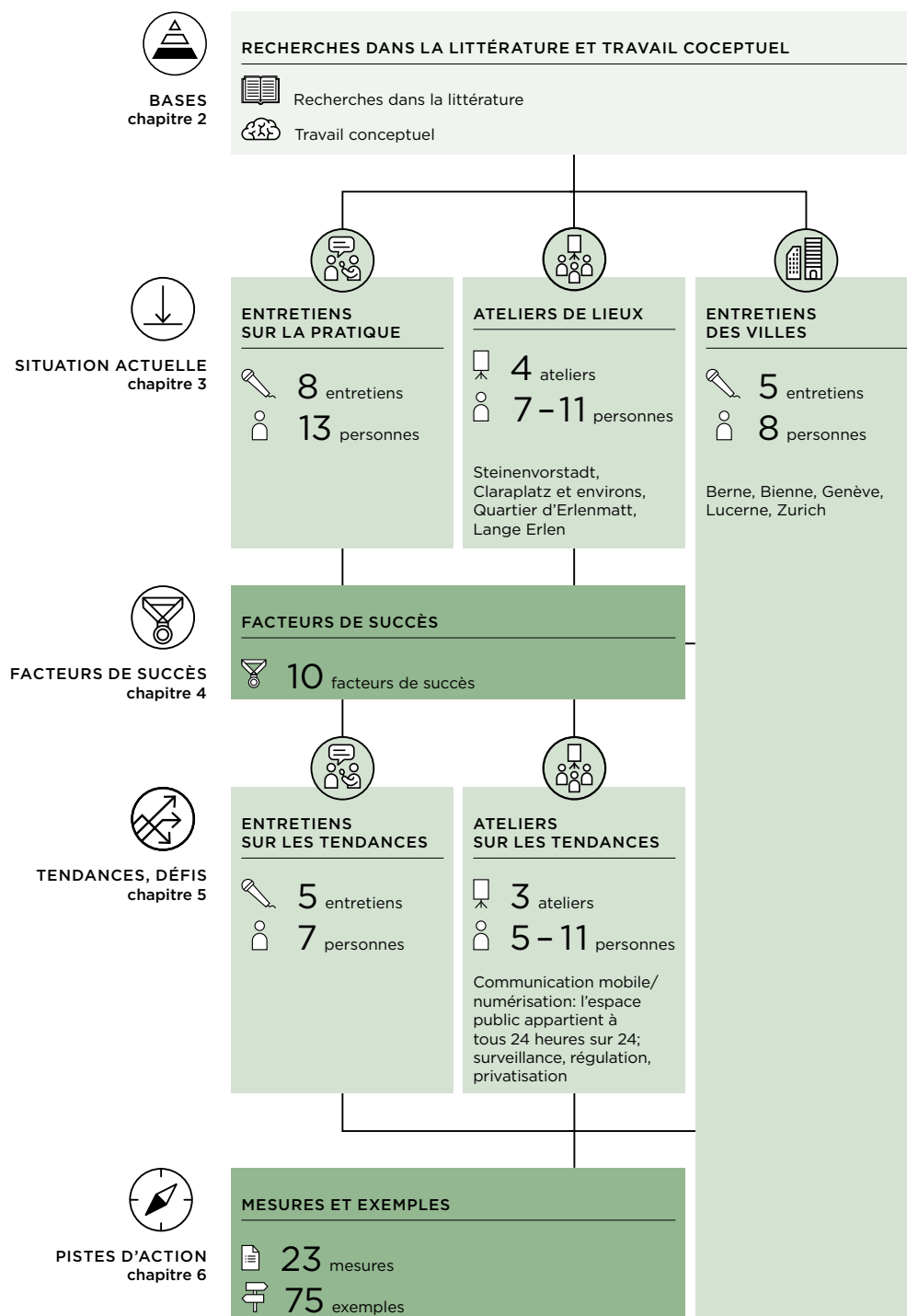


Figure 1. Schéma du projet «sécurité des espaces publics»

Trois autres **ateliers sur les tendances** se sont occupés de manière plus approfondie de tendances et de développements sélectionnés. Trois groupes thématiques ont été formés, au sein desquels de nombreux experts ont discuté intensément de la pertinence, surtout actuelle, mais aussi future des tendances en matière de sécurité des espaces publics. Les participants venaient de Bâle et d'organisations actives au niveau suisse, comme le Centre de l'espace public (ZORA) de l'Union des villes suisses ou de l'économie privée. Les ateliers ont été consacrés aux ensembles thématiques suivants:

- «Communication mobile / numérisation»
- «L'espace public appartient à tous 24 heures sur 24»
- «Surveillance, régulation, privatisation»

Comme le canton de Bâle-Ville a lancé les travaux sur ce rapport, il est évident que le projet implique avant tout des personnes qui travaillent dans l'administration bâloise, qui vivent ou travaillent à Bâle ou dont le centre de l'activité professionnelle est à Bâle. Mais comme les travaux doivent être valables pour potentiellement toutes les villes suisses, une comparaison finale des résultats et des enseignements les plus importants a été organisée avec des représentantes et représentants de Berne, Bienne, Genève, Lucerne et Zurich. Les résultats de ces cinq **entretiens des villes** ont fourni des données supplémentaires pour le présent rapport. Ils ont apporté des exemples tirés de la pratique qui montrent comment on peut exercer une influence positive sur la sécurité dans les espaces publics – afin que ceux-ci, et ainsi les villes également, restent à l'avenir des endroits sûrs, attractifs et où il fait bon vivre.



2. Que signifie la sécurité dans l'espace public?

Bases

Pour Bâle, la définition des espaces publics est la suivante: à Bâle, les espaces publics sont les biens communaux, ainsi que les parcelles privées à usage public. Les biens communaux comprennent en particulier les rues, chemins, places, terrains et les surfaces d'eau publiques. Les propriétaires de l'espace public sont aussi bien des organismes privés que de droit public. L'espace public est accessible au public (pas fermé de manière durable, entrée possible sans avoir à payer un droit ou quelque chose de semblable).⁹

La sécurité dans l'espace public se définit par différents aspects: sécurité objective et subjective, l'absence de délits selon le code pénal et de problèmes dans le domaine de la tranquillité et de l'ordre. Les facteurs d'influence, ou «paramètres de réglage» pour la sécurité dans l'espace public sont également multiples:

- D'une part, la structure et le développement de la *société urbaine* marquent la situation sécuritaire des espaces publics en ville. Par société urbaine, on entend l'ensemble de la population qui vit et travaille en ville, ainsi que les personnes de passage. Une caractéristique centrale de la société urbaine moderne, c'est sa diversité, respectivement le fait que s'y côtoient et s'y rencontrent divers groupes de population (âge, sexe, nationalité/origine culturelle, situation de famille, revenu, niveau de formation, etc.), dont les conditions de vie et les attentes par rapport à l'espace public ne sont pas les mêmes.
- D'autre part, le développement et l'agencement de l'*espace urbain* influencent aussi la situation sécuritaire en ville. Par espace urbain, on entend l'ensemble des surfaces publiques et surfaces privées utilisables par le public dans une ville.¹⁰

Le projet a délibérément laissé de côté des thèmes sociopolitiques ou des approches qui sont pourtant pertinentes pour la sécurité des espaces publics.¹¹ En outre, le rapport a pris le parti de ne pas aborder la question de la sécurité du trafic, même si l'espace public comprend des rues et des chemins et que la sécurité dans le trafic est un thème important. Au vu des conditions cadre fixées, il n'était pas possible d'inclure les thèmes de la sécurité du trafic et de la politique sociale. En outre, de nombreux projets sont en cours sur ces questions, à Bâle et dans d'autres villes comme au niveau des cantons et de la Confédération.

9 Voir Loi sur l'utilisation de l'espace public (NöRG) du canton de Bâle-Ville.

10 La définition de l'«espace public» n'est pas claire. Voir aussi à ce sujet la discussion dans l'étude «Shared spaces – Zukunft des öffentlichen Raums» de l'Institut Gottlieb Duttweiler, 2018.

11 Il s'agit par exemple de thèmes comme les programmes de prévention dans les écoles, les programmes d'intégration, les planifications adaptées aux enfants ou également des offres comme les points de contact faciles d'accès dans le contexte de la toxicomanie ou des hébergements d'urgence.

Ce rapport est rédigé d'abord à des fins pratiques. Pour cette raison, les bases théoriques ou les définitions ne sont pas exposées de manière détaillée.¹² Il y a toutefois des exceptions: pour la compréhension de la sécurité dans les espaces publics, il est et il reste important de faire la différence entre sécurité objective et sécurité subjective. La distinction entre la sécurité d'une part et le calme et l'ordre de l'autre est également importante. C'est pourquoi les deux chapitres suivants sont consacrés à ces notions.

2.1 Sécurité objective et sécurité subjective

La sécurité dans les espaces publics est à diviser en deux perspectives différentes: la sécurité factuelle, respectivement objective, et la sécurité ressentie, respectivement subjective.

La **sécurité objective** est basée en grande partie sur des données statistiques, respectivement des faits, comme les statistiques criminelles de la police. De telles statistiques donnent des renseignements sur le nombre et le type de délits, par exemple les vols ou les dommages corporels. Les corps de police disposent en outre de données spécifiques par site, qui indiquent où exactement quel type d'événement s'est produit.

Certaines villes ont développé des méthodes pour enregistrer les événements liés à la sécurité qui dépassent le domaine central de la sécurité policière. Dans la démarche dite «basée sur le risque», par exemple, c'est la fréquence d'un événement touchant à la sécurité qui est au premier plan. La gravité des conséquences d'un événement est également importante. L'éventail des événements qui peuvent être saisis par une telle démarche peut être large en ce qui concerne l'espace public: des cas relevant du domaine de l'ordre, comme l'abandon de déchets ou les troubles de la tranquillité aux délits officiels comme le vol ou les infractions à la loi sur les stupéfiants.¹³

La **sécurité subjective** est plus difficilement saisissable, car les facteurs qui déclenchent le sentiment d'insécurité ne peuvent le plus souvent pas être étayés par des chiffres ou d'autres faits. Les gens perçoivent la sécurité différemment. Cela dépend de nombreux facteurs, tels que les caractères sociodémographiques des personnes, le lieu de domicile, la manière dont elles utilisent un espace, le besoin personnel de sécurité, la confiance générale qu'elles ont en les autres personnes et en les organismes de sécurité responsables, sans oublier l'influence des tiers, par exemple les médias.

12 Dans le cadre des travaux de préparation de ce rapport, la direction du projet et l'équipe de base ont débattu intensément des bases théoriques de la sécurité des espaces publics. Il en a résulté une présentation détaillée de la conception de la sécurité urbaine, de comment elle naît et des facteurs qui agissent sur elle. Cette présentation a ensuite fait partie d'une esquisse du projet, sur la base duquel le Conseil d'Etat de Bâle-Ville et la direction du BaslerFonds ont décidé de lancer les travaux en vue de ce rapport.

13 Par exemple la ville de Lucerne, dans son rapport sur la sécurité publié tous les trois ans, utilise une approche basée sur les risques, qui permet de comparer entre eux tous les événements liés à la sécurité – des événements survenus dans l'espace public à des événements techniques comme les accidents de la circulation ou une panne de courant, en passant par les dangers naturels, comme les inondations. En 2018, la ville de Bienne procédera pour la première fois de manière comparable.

La sécurité subjective ressentie dans un lieu peut parfaitement différer de sa situation sécuritaire réelle, ou même ne plus rien avoir à faire avec elle. Ceci a été établi à plusieurs reprises par des études.¹⁴ Ainsi, des gens peuvent par exemple trouver une place ou un parc dangereux, même s'il peut être prouvé qu'il ne s'y passe pas souvent des événements liés à la sécurité, comme des délits criminels.

La sécurité objective et la sécurité subjective ont toutes deux une influence sur la perception et sur l'utilisation des espaces publics et donc aussi sur la qualité de vie dans une ville. La conception, l'aménagement et également l'exploitation des espaces publics peuvent influencer fortement leur sécurité subjective comme leur sécurité objective. En même temps, la réflexion sur les espaces publics doit prendre en compte leur situation sécuritaire, objective comme subjective.

2.2 La signification du calme et de l'ordre pour la sécurité des espaces publics

Il existe un lien entre le sentiment subjectif de sécurité et l'état dans lequel un espace public se trouve. Même dans un lieu où il ne se passe rien qui relève de la sécurité, des troubles de la tranquillité ou des déchets par terre par exemple suffisent déjà à donner une impression d'insécurité. En même temps, des espaces publics propres et soignés sont généralement perçus comme étant plus sûrs. Les enquêtes auprès de la population confirment ce lien, à l'image de celle de Bâle-Ville en 2015, qui a montré un «lien positif» entre le sentiment de sécurité et la satisfaction d'avoir des rues et des places propres. Un autre exemple est la première des huit lignes d'action énumérées dans le papier de position de l'Association des villes allemandes paru en novembre 2017 sur «Sécurité et ordre en ville»: «La propreté comme étape préalable à la sécurité». Il est dit que le maintien en ordre des espaces publics apporte aussi de la sécurité. Les auteurs vont même jusqu'à demander que la police s'intéresse à nouveau plus fortement aux «simples» délits de pollution de l'espace public.

Il existe des liens similaires entre troubles de la tranquillité et sécurité. Les entretiens menés dans le cadre du projet montrent que le bruit, en particulier de grands groupes de personnes ivres, peut avoir un gros effet sur le sentiment de sécurité des autres personnes.

En résumé, on peut dire: pour que les espaces publics soient sûrs, il faut veiller aussi bien aux questions de sécurité «dures», comme les vols, les agressions ou la consommation de drogues dures qu'à la tranquillité et à la propreté. Ces derniers aspects ont un effet particulièrement positif sur la sécurité subjective et donc sur la qualité des espaces publics. Il est donc important de s'occuper aussi de ces aspects et de consacrer des ressources aux tâches qui en découlent.

14 Voir par exemple à ce sujet: Hummelsheim-Doss, Dina: Objektive und subjektive Sicherheit in Deutschland. Eine wissenschaftliche Annäherung an das Sicherheitsgefühl. In: Aus Politik und Zeitgeschichte. APuZ 32-33/2017.

Ich ging zum...
Zählmann

ein
sel

Kantonale

RIVE GAUCH

- Schneideplan 1
- 5
 - 4 yoga
 - 3
 - 2
 - 1

3. A quel point l'espace public est-il sûr aujourd'hui? *Situation actuelle*

3.1 La situation sécuritaire des espaces publics en Suisse

Les statistiques de la police sur la criminalité fournissent des renseignements sur la sécurité objective. Chaque année, l'Office fédéral de la statistique (OFS) publie le nombre d'infractions. Depuis 2009, les données de tous les cantons sont collectées et évaluées de manière uniforme, afin de permettre une comparaison intercantonale.

L'OFS publie également une comparaison entre les villes pour les infractions violentes et les atteintes à la propriété. Selon cette statistique, le nombre d'actes de violence est en recul dans les villes ces dernières années. Mais comme il n'y a pas d'évaluation spécifique des délits commis sur l'espace public, on ne peut rien dire à ce sujet. De même, les différences de méthode de collecte et d'évaluation des données rendent impossible une comparaison avec les villes étrangères.

Dans le domaine de la sécurité subjective, on trouve des données plus pertinentes sur les espaces publics. Une récente enquête du Center for Security Studies (CSS) de l'EPF de Zurich montre à quel point la population suisse se sent en sécurité dans l'espace public: 83 % des personnes interrogées ont dit se sentir «très» ou «plutôt» en sécurité. Ce qui, comme le montre la figure ci-dessous, représente une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente.¹⁵

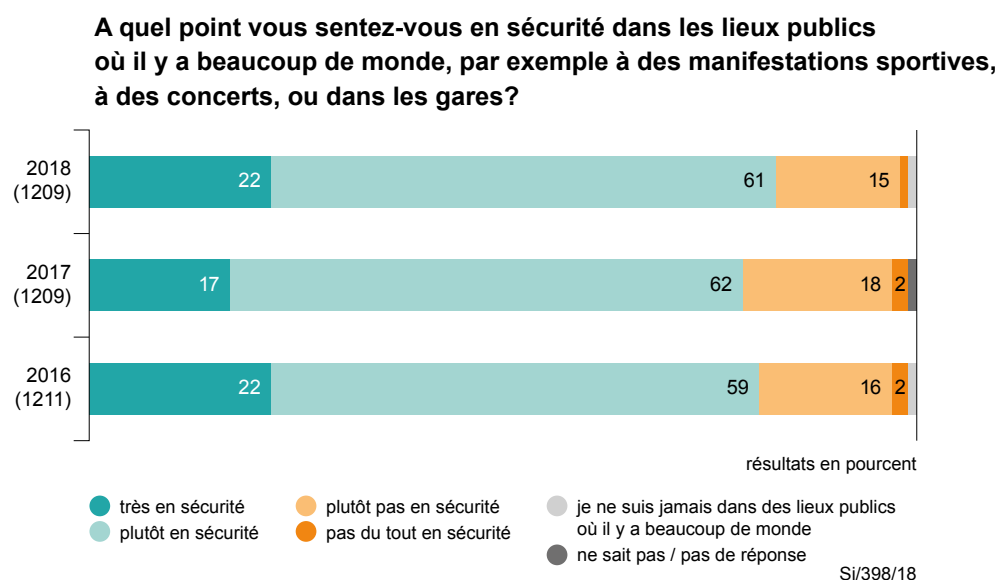


Figure 1: Résultats du sondage sur le sentiment subjectif de sécurité dans l'espace public de l'étude «Sécurité 2018»

15 Szvircsev Tresch, Tibor et Wenger, Andreas (Hrsg.): Sicherheit 2018. Aussen-, Sicherheit- und Verteidigungspolitische Meinungsbildung im Trend. Zürich 2018. Les auteurs ont interrogé 1'209 citoyens suisses des trois grandes régions linguistiques du pays. Il s'agit d'un sondage basé sur un échantillon représentatif de la population. On a donc interrogé également des personnes des régions rurales et pas seulement des citadins.

L'étude a également montré que:

- Les gens qui se sentent en sécurité en général se sentent aussi en sécurité dans l'espace public.
- Les hommes se sentent en moyenne plus en sécurité dans l'espace public que les femmes.
- Les personnes âgées se sentent moins en sécurité dans l'espace public que les femmes.
- Les gens ayant un niveau de formation élevé se sentent plus en sécurité que ceux qui ont un niveau de formation plus bas.

Sur la situation concrète dans les villes suisses, on dispose également de résultats de sondages, même s'ils ne sont pas aussi récents. Ainsi, différentes enquêtes auprès de la population montrent que pour la grande majorité des usagers, les espaces publics dans les villes suisses ne sont pas des lieux qui font peur. Une très grande part des gens qui s'y déplacent s'y sentent en sécurité. Mais il y a des exceptions: des endroits où pour le moins on ne se sent pas à l'aise ou que l'on évite en soi – surtout la nuit. Voici quelques extraits des enquêtes auprès de la population de quatre grandes villes suisses.

- **Bâle:** Plus de 91 % des personnes interrogées en 2015 se sentaient très en sécurité ou plutôt en sécurité pendant la journée. Pourtant, à la question «quelles sont les plus grands problèmes du canton de Bâle-Ville?», c'est la criminalité et la sécurité publique qui sortaient à la première place. Les choses étaient un peu différentes pour la nuit: environ deux tiers des sondés se sentaient très ou plutôt en sécurité à Bâle.¹⁶
- **Berne:** Dans l'enquête 2015, 80 % des personnes interrogées ont dit se sentir en sécurité la nuit dans le quartier où elles habitent. Au centre de Berne, cette proportion dépassait encore 60 %.¹⁷
- **Lucerne:** La population de Lucerne a également été sondée en 2015 sur son sentiment de sécurité. 77 % des personnes interrogées ont dit se sentir en sécurité lorsqu'elles sont dehors la nuit dans leur quartier.¹⁸
- **Zurich:** Selon l'enquête auprès de la population de 2016, les Zurichois se sentaient généralement en sécurité – surtout dans la journée. 97 % des sondés se sentaient plutôt ou très en sécurité lorsqu'ils se déplaçaient seuls en ville. La nuit par contre, presque une personne sur cinq ne se sentait pas en sécurité ou ne se déplaçait pas seule pour des raisons de sécurité. Et pour les mêmes raisons, près de la moitié évitait certains endroits la nuit, soit le plus souvent la Langstrasse.¹⁹

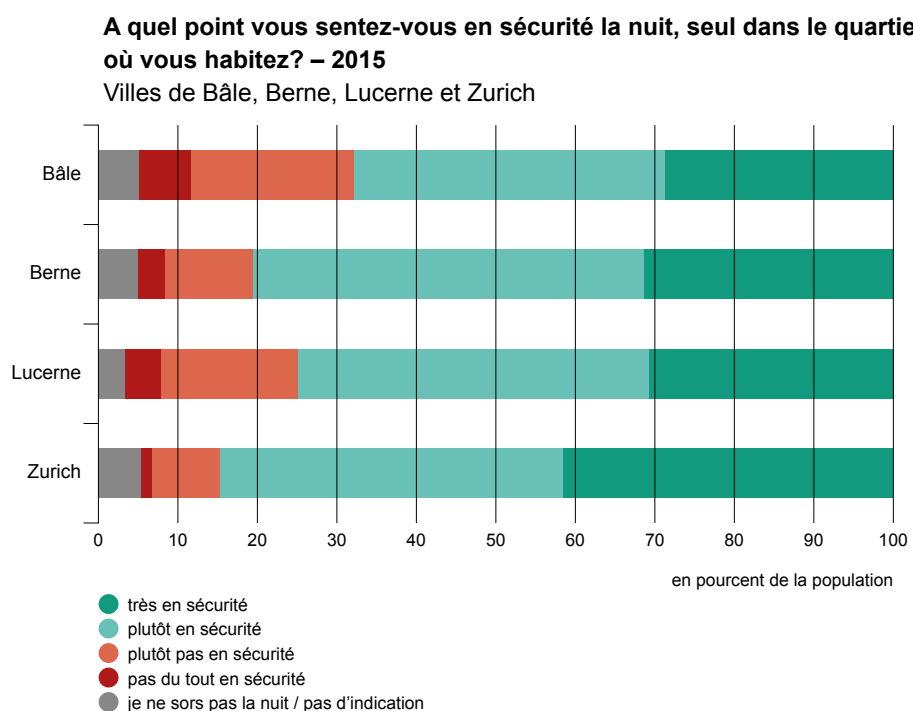
16 Statistisches Amt des Kantons Basel-Stadt: Ergebnisbericht Bevölkerungsbefragung 2015. Basel 2016.

17 Statistik Stadt Bern: Bevölkerungsbefragung 2015. Erste Resultate. Bevölkerung und Soziales. Bern 2015.

18 www.lustat.ch/services/e-dossiers/bevoelkerungsbefragung-stadt-luzern/sicherheit

19 www.stadt-zuerich.ch/pd/de/index/stadtpolizei_zuerich/medien/medienmitteilungen/2016/dezember/bevoelkerungsbefragung-2016--die-stadtzuercher-bevoelkerung-stel.html

Malgré les différences méthodologiques, les résultats des quatre enquêtes mentionnées peuvent être comparés.²⁰ Une chose est claire: quand les gens sont seuls dehors de nuit dans le quartier où ils habitent, en moyenne au moins trois personnes sur quatre se sentent en sécurité dans l'espace public. C'est ce que montre à titre d'exemple la figure ci-dessous.²¹



Dans les villes de Bâle et de Lucerne, on a posé, avant la question sur la sécurité subjective la nuit, une question sur la sécurité subjective en général au quotidien (Bâle) et durant la journée (Lucerne). Cette différence dans le questionnement a un effet sur le comportement au moment de répondre.

LUSTAT, Lucerne
Source des données: comparaison des villes de Bâle, Berne, Lucerne et Zurich

Figure 1: Comparaison entre les villes du point de vue de la sécurité

En comparaison avec des villes sélectionnées à l'étranger, le sentiment de sécurité dans l'espace public semble meilleur dans les villes suisses, surtout la nuit. Par exemple, l'enquête auprès des citoyens de Francfort en 2016 a

20 Office de la statistique du canton de Bâle-Ville, statistique de la ville de Berne, LUSTAT statistique Lucerne et développement urbain Zurich: comparaison des villes dans les enquêtes auprès de la population 2015 à Bâle, Berne, Lucerne et Zurich.

Pour l'analyse comparative, on a harmonisé les résultats des quatre enquêtes, par exemple en regroupant les possibilités de réponses identiques. Mais vu que les différences de méthode sont parfois considérables (méthode d'enquête, population interrogée, extrapolation des résultats), la comparabilité reste limitée. Les différences peuvent conduire à des décalages dans les réponses, et ceci également pour des questions formulées de la même manière. Malgré ces limites dues à la méthode, la comparaison entre les villes livre des informations intéressantes.

21 Selon le producteur de la comparaison entre les villes, le fait que Zurich et Berne soient jugées plus sûres peut être dû en partie à la formulation du questionnaire. A Bâle et à Lucerne en effet, une question sur la sécurité précédait à chaque fois la question sur le sentiment de sécurité nocturne, ce qui n'était pas le cas à Berne et à Zurich.

montré que si 87 % des gens se sentaient en sécurité dans le centre la journée, ils n'étaient plus que 53 % la nuit.²² A Munich en 2016, les habitants étaient aussi environ 90 % à se sentir en sécurité la journée – dans leur propre quartier, dans les espaces verts ou dans le parc. Mais la nuit, ils n'étaient que moins de 40 % à se sentir en sécurité dans les espaces verts et 75 % dans leur quartier.²³

Même si l'on n'a pris en compte que deux villes étrangères, il semble légitime au vu de ces résultats comparatifs de qualifier les espaces publics des villes suisses de sûrs. Et pourtant, il y a là aussi une nécessité d'agir: la population urbaine compte fortement sur un niveau de sécurité qui reste élevé. A cela s'ajoute une attente de l'étranger, concrètement des entreprises multinationales qui sont établies en Suisse ou également des touristes auprès desquels les villes suisses ont la réputation d'être des destinations de voyage très sûres.

Mais dans l'ensemble se pose aussi la question de ce qui rend les espaces publics aussi sûrs en Suisse. Quels ont été et quels sont les facteurs de succès? On trouvera les réponses plus loin, au chapitre 4.

22 Voir Stadt Frankfurt am Main: Frankfurter Bürgerbefragung 2016 – Sicherheitsgefühl in der Stadt.

23 Voir Landeshauptstadt München: Bevölkerungsbefragung zur Stadtentwicklung 2016. Soziale Entwicklung und Lebenssituation der Münchner Bürgerinnen und Bürger.

3.2 Gros plan: la situation sécuritaire de quatre espaces publics à Bâle

On trouvera ci-dessous une présentation de quatre espaces publics à Bâle, ainsi que de leur situation actuelle en matière de sécurité. Il s'agit d'endroits ayant des caractéristiques comme on en trouve dans de nombreuses villes suisses.

Steinenvorstadt



Steinenvorstadt est connue comme zone de shopping et de vie nocturne au-delà des limites de la ville, du canton et même du pays. Cette zone piétonne à circulation limitée offre pratiquement 24 heures sur 24 des possibilités d'achats et de divertissement. La journée, les gens viennent au Steinenvorstadt pour les commerces – essentiellement des filiales d'enseignes internationales – et par beau temps, ils s'attardent aux terrasses des cafés et restaurants. Les hommes et femmes d'affaires se rencontrent au «Steinen» pour une bière après le travail, et les soirs de week-end, les gens fréquentent les bars et les clubs, certains faisant la fête jusqu'aux petites heures du matin.

Le périmètre élargi du «Steinen» comprend la Barfüsserplatz, où se tiennent divers événements, certains d'envergure, comme les célébrations lorsque le FC Bâle est champion suisse, les marchés et marchés aux puces ou les stands des campagnes politiques. Pendant les mois d'été, il se passe quelque chose pratiquement chaque jour sur la place. Avec sa situation centrale et ses bonnes connections aux transports publics, la Barfüsserplatz est un lieu de rencontre apprécié des adolescents et des jeunes adultes.

La fréquentation intensive conduit à des conflits d'utilisation, surtout la nuit. Pour la police et les nettoyeurs, le Steinen est un point chaud, sur lequel ils doivent souvent intervenir en raison de bagarres, de troubles de l'ordre ou de saletés. Différents facteurs exercent néanmoins un effet favorable sur la situation sécuritaire du quartier:

- Le Steinenvorstadt est défini comme une zone de vie nocturne. Les horaires d'ouverture pour l'exploitation extérieure sont plus longs que dans le reste de la ville et l'ordonnance sur la protection contre le bruit autorise des valeurs d'émissions supérieures. Vu que la vocation du quartier est définie, les usagers comme les habitants savent à quoi s'attendre.
- Il n'y a que relativement peu de personnes qui vivent dans le Steinenvorstadt.
- Les groupes d'usagers qui se rendent dans le Steinenvorstadt aux différentes heures du jour et de la nuit sont relativement homogènes. Les gens qui viennent dans le Steinen la journée pour y faire des achats ont sensiblement les mêmes valeurs que les personnes qui viennent y profiter de la vie nocturne.

Claraplatz et environs



La Claraplatz se trouve dans le quartier Clara du Petit Bâle, dont la population, en comparaison avec d'autres quartiers de la ville, compte une proportion relativement élevée d'étrangers et d'habitants à bas revenus.

Dans l'espace public de ce quartier densément construit se rencontrent de nombreuses personnes, pour des raisons diverses et avec des attentes diverses: le quartier Clara, avec la Claraplatz et ses environs est tout à la fois une zone d'habitation, de bureaux, de sortie, de shopping et de prostitution. La journée, on y croise des écoliers, des seniors ou des employés de bureau. Le soir et la nuit, ce sont les fêtards de toute la ville et même de loin au-delà de ses limites qui fréquentent ce quartier alternatif de vie nocturne.

La Claraplatz marque le quartier. C'est un nœud important pour les transports publics et à proximité, on trouve la Claramatte, le seul grand espace vert des environs. La place de jeux de la Claramatte est un point de rencontre pour les jeunes familles, les bancs invitent les seniors à s'attarder. Par beau temps, les employés de bureau viennent y manger leur repas à l'emporter et les marginaux peuvent s'y asseoir ensemble sans être dérangés et sans déranger les autres.

La Claraplatz et ses environs sont objectivement sûrs. La plupart des plaintes adressées aux autorités concernent les nuisances liées à la vie nocturne: troubles de la tranquillité, abandon de déchets et bagarres entre personnes alcoolisées. Alors que les habitants du quartier s'y sentent en sécurité, de nombreuses personnes qui n'y habitent pas le considèrent comme dangereux en raison de sa mauvaise image.

Quartier d'Erlenmatt



Edifié à partir de 2007 sur le site d'une ancienne gare aux marchandises de la Deutsche Bahn, Erlenmatt est un nouveau quartier avec environ 1500 logements, des surfaces de bureaux et de commerces, un bâtiment scolaire, des restaurants et des boutiques, deux places et un grand espace vert au centre. En 2018, un peu plus de la moitié des logements sont achevés. Le parc d'Erlenmatt – au centre du quartier – est achevé aux deux tiers et ouvert au public depuis 2011. La construction du quartier devrait être totalement achevée en 2025.

Des projets innovants comme les «Ambassadeurs d'Erlenmatt»²⁴ ou l'«erlenapp»²⁵ favorisent le bon voisinage et la sécurité.

24 A l'été 2015, un groupe d'ambassadeurs a été créé à l'initiative des maîtres d'œuvre Losinger Marazzi. Il favorise le contact entre les nombreux nouveaux habitants et s'engage pour de bonnes relations de voisinage.

25 L'erlenapp est une application gratuite qui facilite les échanges à l'intérieur du voisinage. Elle a été développée ensemble par Losinger Marazzi SA et Allthings SA (spin-off de l'EPF de Zurich); www.erlenmatt-west.ch/erlenapp

Le quartier d'Erlenmatt est objectivement sûr. Mais de nombreux usagers ne s'y sentent pas en sécurité, spécialement la nuit. Le manque d'animation sur le grand espace vert et l'aspect de chantier de ce quartier encore inachevé ont un effet négatif sur le sentiment subjectif de sécurité.

Parc paysager de la Wiese



Le parc paysager de la Wiese est une surface d'environ 600 hectares, partiellement ouverte et partiellement boisée le long de la rivière Wiese, qui s'étend au-delà des limites de la ville de Bâle, jusqu'à Riehen et à la commune allemande voisine de Weil am Rhein. Le parc est un espace de loisirs de proximité, une «fabrique d'eau potable» pour l'approvisionnement de près de 210'000 personnes, un espace vital pour différentes plantes et différents animaux, ainsi qu'une «salle de classe», fréquentée du jardin d'enfants aux hautes écoles.

Avec le changement climatique, le paysage du parc de la Wiese devrait se modifier: à cause de la sécheresse et de la chaleur, les grands arbres d'aujourd'hui ne pourront pas repousser à cette taille.

Toutes sortes de personnes fréquentent cette zone de loisirs, avant tout en été, pour s'y promener, y faire du sport, des grillades, ou simplement ne «rien faire». Cette utilisation très variée entraîne des conflits, autour notamment des crottes de chien ou des déchets, des troubles de la tranquillité ou de la mobilité douce. Avec les vagues de chaleur, il est probable que de plus en plus de gens rechercheront à l'avenir la fraîcheur des espaces verts. Ceci fera beaucoup augmenter temporairement la pression liée à la fréquentation. Le parc paysager de la Wiese est objectivement un endroit sûr. Cependant, des gens ne s'y sentent pas en sécurité, surtout la nuit.

En résumé

Selon que l'on est le jour ou la nuit, aussi bien la manière d'utiliser les espaces publics que les défis quant à leur sécurité changent.

Pour les villes, il est important de bien connaître leurs espaces publics. Car les défis quant à la sécurité spécifique aux lieux se posent partout de manière un peu différente. Et ils exigent aussi des solutions spécifiques.



4. Qu'est-ce qui rend l'espace public sûr? *Facteurs de succès*

Comment atteint-on un certain niveau de sécurité dans les espaces publics? Avec les bases techniques, les études, et surtout les déclarations des différents experts impliqués dans ce rapport, il a été possible de dégager les «facteurs de succès» exposés ci-dessous. Ceux-ci sont à considérer comme des lignes directrices stratégiques-conceptuelles globales, qui doivent à chaque fois être matérialisées par des mesures spécifiques.

De nombreuses villes suisses, dont également Bâle, prennent souvent déjà en compte ces facteurs, soit implicitement, soit même explicitement dans leurs planifications. Mais l'étude «Villes suisses sûres 2025» a montré que ce n'est de loin pas le cas dans toutes les villes. Les entretiens menés dans le cadre du projet l'ont également confirmé. Ce sont des facteurs qui sont déjà valables aujourd'hui et qui continueront d'être importants à l'avenir pour la sécurité des espaces publics dans les villes suisses.

I) Les villes sont conscientes de la haute valeur d'espaces publics sûrs.

Les villes suisses savent que la sécurité dans les espaces publics est un facteur central pour le bien-être de la population et donc pour la qualité de la vie. Pour de nombreuses villes suisses, c'est déjà une évidence.

II) Les villes considèrent la sécurité comme un tout.

On ne prend pas en compte un seul facteur menant à l'insécurité. Il existe une compréhension de l'interaction de tous les paramètres importants pour la sécurité ou l'insécurité dans les espaces publics. Ces différents aspects sont intégrés dans la planification de la sécurité.

III) La sécurité dans l'espace public est bien organisée.

Dans une communauté urbaine, un grand nombre d'acteurs contribuent à la sécurité dans l'espace public. Ils tirent tous à la même corde et travaillent bien ensemble. Les responsabilités et les interfaces sont connues, on évite les doublons.

IV) Les villes réfléchissent consciemment à ce que doit être la sécurité de l'espace public.

Les responsables traitent régulièrement la question de quel niveau de sécurité ils veulent atteindre dans quel endroit et avec quels moyens. Cela inclut également la réflexion sur quels sont les espaces publics où l'on peut (doit) imposer des restrictions dans les domaines de la tranquillité et de l'ordre pour la vie en ville et lesquelles sont acceptables.

V) Assurer la sécurité est un processus continu et la procédure appropriée doit être constamment renégociée.

Les conditions cadres et les facteurs qui influencent la sécurité subjective et objective dans une ville changent sans arrêt. Les tendances arrivent, puis s'accroissent ou s'affaiblissent à nouveau. Les responsables reconnaissent ces changements à un stade précoce, car ils peuvent avoir des effets sur le niveau de sécurité visé. Les mesures qui garantissent ou qui améliorent la sécurité sont donc régulièrement examinées de manière critique et adaptées au besoin.

VI) Les villes sont prêtes à résoudre les conflits d'utilisation dans l'espace public avec les différents groupes d'intérêts.

L'espace public appartient à tous. La société urbaine est très diverse, et tout aussi diverses sont les attentes quant à l'espace public et la sécurité qui y règne. Les conflits d'utilisation font partie de la vie d'une ville. On en parle et on cherche des solutions en dialoguant avec les acteurs concernés.

VII) Les villes font respecter la sécurité dans les espaces publics de manière conséquente. Les éléments préventifs et répressifs se complètent.

Le personnel de sécurité est présent dans les espaces publics – dans une mesure appropriée, car s'il y en a trop, cela peut aussi être ressenti comme un indicateur d'une insécurité possible. Pour compléter les effectifs policiers, la ville peut envisager l'engagement d'équipes de prévention comme SIP²⁶, Pinto²⁷ ou également des animateurs de rue pour la jeunesse. Si les mesures de prévention ne suffisent pas, les villes disposent de moyens appropriés pour mettre en œuvre des mesures répressives.

26 Sécurité, Intervention, Prévention: équipes qui combinent travail social de proximité et tâches de maintien de l'ordre dans différentes villes suisses.

27 Prévention, Intervention, Tolérance: même fonction que le SIP. La ville de Berne est la seule en Suisse à utiliser le terme Pinto pour ces équipes.

VIII) La sécurité fait partie intégrante de la planification urbaine et donc aussi de l'aménagement des espaces publics.

Si l'on crée de nouveaux espaces publics ou si l'on modifie des espaces publics existants, il est important de prendre en compte l'aspect sécuritaire dès le départ. Ainsi, les événements affectant la sécurité peuvent être précocement évités ou minimisés. Les corrections après coup pour optimiser la sécurité demandent plus d'efforts et coûtent plus cher que les mesures déjà prises en compte dans la planification.

IX) L'espace public est propre et soigné.

La propreté et l'état des infrastructures ont une influence forte sur le sentiment de sécurité subjective dans l'espace public. Les villes en sont conscientes. Elles assurent un bon entretien des espaces et de leurs infrastructures.

X) Les villes sensibilisent les usagers des espaces publics aux sujets relevant de la sécurité.

Aussi bien les habitants que les hôtes peuvent contribuer à la sécurité en ville. Pour cela, les usagers des espaces publics doivent connaître leurs droits et leurs devoirs et prendre soin de l'espace public.



5. Qu'est-ce qui attend les espaces publics?

Tendances et défis

L'espace public dans les villes suisses est considéré comme sûr – avec des différences entre le jour et la nuit. Mais l'espace public change constamment. Ci-après, on trouvera une description des tendances et des développements ainsi que des défis possibles qui en découlent pour la sécurité. On mettra l'accent sur la société, l'espace urbain ainsi que les forces de sécurité et de l'ordre. Les images d'avenir ainsi esquissées se basent en premier lieu sur les nombreux entretiens menés avec des experts, ainsi que sur les discussions dans les ateliers.

5.1 Société

De plus en plus de gens utilisent l'espace public 24 heures sur 24: le potentiel de conflits augmente, mais le contrôle social également.

La population urbaine augmente et de plus en plus de gens visitent les villes. Il y a par conséquent de plus en plus de gens dans l'espace public. Ceci augmente la pression de l'utilisation et peut mener à davantage de conflits d'utilisation entre différents groupes, usagers et résidents.

Dans les villes, on trouve pratiquement jour et nuit un large éventail d'activités de loisirs, de divertissement et d'amusement. Dans un avenir proche cependant, l'offre complète «24/24» continuera à être concentrée sur des zones relativement peu nombreuses et localement bien délimitées dans les villes, soit avant tout dans les lieux de vie nocturne. C'est là qu'existe un risque accru de conflits.

Les exigences des usagers de l'espace public deviennent de plus en plus diverses et partiellement contradictoires. Ainsi, les installations extérieures des restaurants et des cafés avec obligation de consommer augmentent, alors que certains usagers veulent simplement s'attarder dans l'espace public sans être forcés à consommer. Ceci peut entraîner une augmentation du bruit et en raison de l'espace limité, des conflits entre hôtes, autres usagers et habitants à cause de ce bruit.

Une très forte affluence venue de l'extérieur, particulièrement pour des activités nocturnes et de loisirs, peut représenter un défi pour les espaces publics. Le plus grand anonymat (supposé) peut favoriser les occasions de délits, notamment de littering ou de vandalisme, car leurs auteurs passeront plus facilement inaperçus. Si l'espace public n'est pas entretenu, voire même négligé, la probabilité de tels actes augmente.²⁸ Et ceci aura à son tour une influence sur le sentiment subjectif de sécurité.

Mais davantage de personnes dans l'espace public peuvent aussi conduire à davantage d'animation et à un plus haut degré de contrôle social ainsi qu'à

²⁸ Le fait que des espaces négligés conduisent à encore plus de déprédations ou influencent fortement le sentiment subjectif de sécurité a été établi pour la première fois en 1982. La «Broken Window Theory» est encore valable aujourd'hui. James Q. Wilson, George L. Kelling: Broken Windows. The Police and Neighborhood Safety. In: The Atlantic Monthly. Mars 1982. Les conclusions tirées à l'époque sont toujours valables.

un meilleur sentiment général de sécurité. Les délinquants potentiels sont plus susceptibles d'être observés dans leurs actes, ce qui réduit les occasions de commettre des délits. En même temps, les gens qui se trouvent dans l'espace public ont le sentiment qu'en cas d'agression, on leur viendra rapidement en aide. Et cela a un effet positif sur le sentiment de sécurité.

La population urbaine devient plus hétérogène et par conséquent l'utilisation de l'espace public aussi. Dans la plupart des villes suisses, la population vieillit, l'espérance de vie augmente.²⁹ Le sentiment de sécurité des personnes âgées diffère souvent de celui des plus jeunes, car particulièrement les gens très vieux appréhendent leur environnement différemment en raison de leur plus grande vulnérabilité. Ainsi, par exemple, ils voient et ils entendent moins bien et réalisent la présence de sources de danger dans les espaces publics souvent plus tard que les jeunes. Par conséquent, les personnes âgées sont plus susceptibles d'avoir peur d'être touchées.³⁰ Les personnes âgées ont aussi des besoins de sécurité différents de ceux des jeunes: avec l'âge, les exigences dans l'espace public changent, par exemple quant à l'éclairage, aux cheminements ou aux infrastructures comme les toilettes ou les bancs et les sièges. Avec le vieillissement de la société urbaine, ces exigences des personnes âgées pour des espaces publics sûrs vont gagner en importance.

Le nombre d'adolescents et de jeunes adultes restera pratiquement constant à l'avenir. Ils restent des groupes d'utilisateurs qui fréquentent beaucoup les espaces publics et même intensément la nuit, par exemple en y «traînant», parfois pendant de longues périodes de temps. Les adolescents et les jeunes adultes restent donc des acteurs importants dans le contexte de la sécurité.³¹

L'immigration nette de population étrangère en Suisse va probablement rester aussi élevée que ces dernières années. Les défis pour la sécurité dans l'espace public sont avant tout fondés sur une utilisation différente et sur les exigences d'une société diversifiée. Pour les migrantes et les migrants hautement qualifiés, un environnement sûr pour eux et pour leur famille est important pour le choix du lieu de vie et de travail. Et des espaces publics sûrs et soignés sont aussi importants dans la concurrence entre les villes comme lieux d'établissement.

29 Il y a des exceptions. La moyenne d'âge de la population de la ville de Zurich, par exemple, est en baisse.

30 Sur le sentiment et les besoins de sécurité modifiés des personnes âgées, voir Bloch, Sebastian et al.: *Sichere Städte unter veränderten demografischen Bedingungen*. Dans: Floeting, Holger (éditeur): *Sicherheit in der Stadt. Rahmenbedingungen – Praxisbeispiele – Internationale Erfahrungen*. Berlin 2015. S. 93 – 119.

31 Ce sont surtout les adolescents et les jeunes adultes qui sont responsables des événements déterminants pour la sécurité. Voir International Centre for the Prevention of Crime. 5th International Report. *Crime Prevention and Community Safety: Cities and the new Urban Agenda*. Montréal 2016.

La diversité culturelle peut aussi porter un potentiel de conflits: dans les villes en particulier, des conflits ethniques peuvent s'enflammer dans des «points chauds» multiculturels et se manifester aussi sur l'espace public.³²

La population urbaine est hétérogène et elle le restera: des personnes d'âges et de sexes différents, ayant des origines, des intérêts, des niveaux de formation et de revenus divers utilisent l'espace public en même temps. Aussi divers soient-ils, ces usagers ont tous besoin de se sentir bien et en sécurité dans l'espace public.

L'individualisation et la cohésion sociale façonnent le sentiment d'(in)sécurité

Le style de vie urbain est marqué par l'individualisme. La réalisation de soi a fortement gagné en importance: les loisirs individuels et l'orientation sur l'expérience deviennent de plus en plus importants. Avec l'aide de la communication mobile, il est plus facile de rencontrer des personnes partageant les mêmes intérêts dans l'espace public. Les points de rencontre s'établissent souvent ainsi. Par conséquent, les tiers commencent à éviter ces espaces «occupés». Ceci peut mener à une ségrégation sur de petits espaces.

L'individualisation croissante de la société n'affaiblit pas nécessairement la cohésion sociale.³³ La cohésion n'en est pas moins un bien vulnérable, déterminé par de nombreux facteurs. Pour la sécurité dans l'espace public, un manque de courage civil par exemple peut mener à un sentiment accru d'insécurité dans la société, car on ne peut pas compter sur l'aide des autres.

Ce qui est également important pour la cohésion, c'est la perception qu'a la société de la justice sociale. Si celle-ci est perçue comme insuffisante, cela conduit à une insatisfaction croissante.³⁴ Et quand le potentiel de frustration augmente, la propension à recourir à la violence augmente elle aussi.

Les attaques verbales, et même physiques, contre le personnel des services publics sont en augmentation. Le respect s'effondre, et avec lui le seuil d'inhibition. Les secouristes ou aussi le personnel de nettoyage ont parfois besoin d'être accompagnés d'agents de sécurité. Cependant, le nombre d'agressions réelles qui ne sont pas signalées est élevé. Seuls quelques incidents sont effectivement signalés.³⁵ L'intensité de la violence change

32 Voir L'utilité de l'immigration pour les villes suisses et pour la Suisse: Union des villes suisses UVS, Communauté d'intérêts des grandes villes-centres, 2015.

33 Tout au moins pour l'Allemagne, une étude de la Fondation Bertelsmann montre que malgré toutes les affirmations publiques, la cohésion sociale se porte bien. La diversité culturelle croissante n'entrave pas non plus le sens de la communauté. Fondation Bertelsmann: Sozialer Zusammenhalt in Deutschland 2017. Gütersloh 2017.

34 L'étude mentionnée ci-dessus a établi cette corrélation. Le sentiment d'injustice face au partage des biens économiques est problématique pour la cohésion sociale. Celle-ci est également plus faible là où vivent des chômeurs et des gens pauvres ou menacés de pauvreté, ou là où la population est très âgée.

35 Selon une analyse menée dans les villes allemandes de Berlin, Hambourg, Munich et Cologne, 85% des quelques 1600 employés des services du feu et des secours ressentaient une perte de respect. Le nombre des agressions dépassait largement le nombre des annonces effectives. Voir Dressler, Janina Lara: Gewalt gegen Rettungskräfte. Eine kriminologische Großstadtanalyse. Münster. 2017.

C'est également l'estimation à laquelle arrive une étude récente de la Chaire de criminologie,

également: avec des seuils d'inhibition plus bas, on arrive à des infractions plus graves.

Un autre aspect de l'individualisation est le besoin de se mettre en scène, ainsi que l'envie de sensations de certaines parties de la société. Il devient de plus en plus important d'attirer l'attention. La participation active ou passive à des événements relevant de la sécurité dans les espaces publics, comme par exemple des manifestations (violentes), est diffusée en contact direct, mais aussi de plus en plus souvent en «live» sur les réseaux sociaux.³⁶

Le sentiment latent d'insécurité fait augmenter les attentes vis à vis des pouvoirs publics

Les peurs, par exemple d'une attaque terroriste ou d'une infection par des maladies contagieuses, peuvent avoir une influence sensible sur le sentiment et le comportement de la société urbaine. Ceci est avant tout dû au fait que les attaques visent plutôt les villes et que les maladies s'y répandent plus vite en raison de la densité élevée de la population. S'y ajoute le fait que différents médias, groupes d'intérêts, entreprises et représentants politiques utilisent régulièrement la peur et l'alarmisme de manière ciblée afin d'imposer leurs propres intérêts – également dans l'espace public. Cela augmente encore le sentiment d'insécurité.

Comme dans d'autres pays européens, il existe un sentiment latent d'insécurité dans la population suisse. Celui-ci se manifeste aussi dans l'espace public, quand même de petites communes protègent les manifestations publiques d'attaques potentielles avec des véhicules.³⁷

Chaque événement suscite de nouvelles peurs et éveille dans la population le besoin de mesures (sensées être) rapides. Souvent, celles-ci doivent avoir un effet positif avant tout sur le sentiment subjectif de sécurité – ainsi, les mesures répressives ne sont de loin pas aussi efficaces que les approches préventives.³⁸ La demande pour davantage de surveillance (vidéo) en est un exemple: l'effet sur la réduction des événements affectant la sécurité n'est pas prouvé. Mais il y a des preuves d'un effet positif sur le sentiment subjectif

police criminelle et sciences policières de l'Université de la Ruhr à Bochum. Mais seuls 18% des 4500 personnes interrogées ont pris part à l'étude. Les auteurs de l'étude ne peuvent que spéculer sur les raisons de cette faible participation. Il est possible que le problème touche moins les forces de secours que ce qu'on avait pensé. Pour l'interprétation des résultats, il faut en outre tenir compte du fait que les services de secours sont engagés plusieurs centaines de fois par an. Les agressions violentes resteraient plutôt rares. Le problème ne ferait qu'attirer l'attention du public et deviendrait ainsi plus visible. Feltes, Thomas et Weigert, Marvin: Gewalt gegen Rettungskräfte der Feuerwehren und Rettungsdienste in Nordrhein-Westfalen. Bochum 2018.

36 Comme cela a été le cas par exemple pendant les attentats terroristes à Paris et à Berlin, ou pendant le sommet du G20 en 2017 à Hambourg.

37 Voir par exemple à ce sujet Schindler, Jörg: Panikmache: Wie wir vor lauter Angst unser Leben verpassen. 2016. Dans les ateliers, il s'est avéré que les raisons de l'inquiétude étaient la crainte d'événements liés à la sécurité comme des attaques, ainsi que le souci d'une perte de bien-être.

38 Irvin Waller, professeur de criminologie à l'Université d'Ottawa, montre par exemple, pour les Etats-Unis, comment on peut réduire sensiblement mieux la criminalité par la prévention que par des mesures répressives. Waller, Irvin: Mehr Recht und Ordnung! – oder doch lieber weniger Kriminalität. Mönchengladbach 2011.

de sécurité.³⁹ Les enregistrements vidéo peuvent aussi fournir des informations précieuses pour les enquêtes sur les délits.

5.2 Espace urbain

La pression de l'utilisation augmente sur l'espace public, les exigences et les besoins évoluent constamment

Avec la densification des villes, l'espace public est davantage mis sous pression. Si l'aspect sécurité n'est pas suffisamment pris en compte lors de la planification des espaces extérieurs, il peut en résulter un sentiment d'anonymat, en particulier avec les bâtiments élevés. Et ceci peut à son tour avoir un effet négatif sur le sentiment de sécurité dans les espaces publics.⁴⁰

Dans les villes suisses, il devient de plus en plus difficile de distinguer l'espace privé de l'espace public.⁴¹ Il y a davantage d'espaces accessibles au public qui appartiennent à des privés. Cette tendance se développe lentement, la population s'en rend à peine compte.⁴² Souvent, il n'est pas clair pour les usagers qu'ils se trouvent sur un terrain privé et que d'autres règles que celles qui régissent l'espace public peuvent s'y appliquer. L'aménagement de l'espace public (et privé) contribue de manière significative au sentiment de sécurité des usagers.⁴³ Il en résulte par exemple la tâche pour les responsables dans les villes de planifier leurs espaces publics selon les critères de ce que l'on nomme «prévention criminelle urbaine».⁴⁴

39 Par exemple, entre 2014 et 2016, le quartier des Pâquis à Genève a fait l'objet d'un essai pilote de surveillance vidéo 24 heures sur 24. Les résultats ont été évalués par des scientifiques de l'Université de Neuchâtel: bien que la vidéo n'ait eu aucune influence sur le taux de criminalité ni sur celui de résolution des cas, un tiers des personnes interrogées se sentaient plus en sécurité la nuit dans le territoire surveillé. Raoul Kaenzig et Francisco Klauser: Evaluation de la vidéoprotection dans le quartier des Pâquis (2014-2016). Neuchâtel 2016. La surveillance vidéo du quartier des Pâquis a été poursuivie après la phase pilote. La ville de Genève prévoit de surveiller d'autres rues 24 heures sur 24 avec des caméras vidéo.

40 Voir par exemple à ce sujet: Isselmann, Michael, Kaldun, Sabine und Schürmann, Detlev: Kommunale Kriminalprävention in der Praxis. Dans: Floeting, Holger (éditeur): Sicherheit in der Stadt. Rahmenbedingungen – Praxisbeispiele – Internationale Erfahrungen. Berlin 2015.

41 Voir aussi «Future Public Space, Die Zukunft des öffentlichen Raums» de l'Institut Gottlieb Duttweiler, 2018. Cette étude traite aussi de la privatisation croissante de l'espace public et des limites floues entre public et privé.

42 Les problèmes liés à la sécurité qui peuvent découler de la privatisation de l'espace public sont visibles déjà depuis quelques décennies aux Etats-Unis. Là-bas, il y a, surtout dans les grandes villes, de nombreuses «plazas», qui sont de petits espaces accessibles au public, mais en mains privées. Il s'avère que les privés y font appliquer leurs propres intérêts par la surveillance, l'aménagement et l'accessibilité et restreignent parfois fortement le côté public de ces espaces. Les conflits qui en résultent n'ont pas été résolus à ce jour. Voir à ce sujet par exemple Wehrheim, Jan: Die überwachte Stadt – Sicherheit, Segregation und Ausgrenzung. Opladen 2012.

43 Pour une conception d'espaces publics qui offrent une haute qualité de séjour et qui ont un effet positif sur le sentiment subjectif de sécurité comme sur la sécurité objective, les lignes directrices de la prévention criminelle urbaine sont décisives. Il existe désormais dans ce domaine des ouvrages de références complets, de portée internationale, comme par exemple Randall I. Atas: 21 Century Security und CPTED. Designing for Critical Infrastructure Protection and Crime Prevention. Boca Raton 2013.

44 La prévention criminelle urbaine, respectivement spatiale, est fondée sur la constatation que la conception des espaces et des bâtiments a un effet positif sur la sécurité objective comme sur le sentiment subjectif de sécurité. En font partie par exemple l'éclairage «correct» des espaces publics, ainsi qu'une disposition claire des chemins ou des connexions visuelles entre les personnes qui y séjournent. Les effets et le succès avéré de la prévention criminelle spatiale sont

Lorsque l'on conçoit des espaces publics en considérant les questions de sécurité, un important facteur d'influence à long terme doit aussi être pris en compte. En raison du changement climatique, les espaces publics doivent être en partie réaménagés en vue de prévenir les effets de la chaleur ou des fortes précipitations: revêtements de sols différents, adaptation des plantations avec des espèces plus robustes, davantage d'endroits ombragés, etc.

Commercialisation vs. utilisation libre des espaces publics

L'écart entre les revenus continue de se creuser. Ceci peut mener à une plus forte ségrégation dans les quartiers et rendre la population qui y vit plus homogène.⁴⁵ Des loyers élevés au centre peuvent pousser les personnes à faible revenu à la périphérie ou dans l'agglomération.⁴⁶ Cependant, une mixité équilibrée de la population et des usagers des espaces publics favorise un bon climat de sécurité dans les villes.

Les offres commerciales dans l'espace publics ne cessent de gagner en importance. Les entreprises de restauration utilisent de plus en plus l'espace public. Dans le cadre de la «méditerranéisation», on voit de plus en plus de terrasses ou en tout cas, on ne doit pas s'attendre à un recul dans ce domaine.

Les (grands) événements temporaires, comme les festivals, les marchés, les événements publicitaires ou de marketing occupent aussi l'espace public avec de plus en plus d'infrastructures mobiles. Ceci amène d'une part davantage d'animation, mais d'autre part, les utilisations non commerciales sont de plus en plus écartées de l'espace public. Les espaces pour certains groupes d'usagers comme les enfants et les jeunes ou les marginaux, dont le «lobby» est plutôt faible, peuvent s'en trouver réduits. Continuer à rendre les espaces publics aussi accessibles que possible à tous les usagers potentiels reste un défi pour les villes.

Les nouvelles technologies – chances et risques pour la sécurité des espaces publics

Aujourd'hui déjà, les technologies mobiles de l'information et de la communication comme les médias sociaux ou la vidéosurveillance influencent le quotidien dans l'espace public. Cette tendance va encore se renforcer à

connus depuis longtemps. En comparaison avec des villes dans d'autres pays comme la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas, la prévention criminelle urbaine n'est pas encore aussi bien établie dans les villes suisses.

45 Cependant, il y a aussi des tendances opposées dans quelques villes suisses. Ainsi, dans le canton de Bâle-Ville, l'indice de ségrégation, qui montre la répartition inégale des groupes de population dans l'espace, a baissé dans les dernières années. L'indice de ségrégation mesure l'écart entre la répartition d'un groupe de population sur tout le canton et une répartition égale. La valeur 0 indique une répartition absolument égale et le 100 traduit une ségrégation maximale. Dans le canton de Bâle-Ville, l'indice a baissé de presque six points dans les dix dernières années, de 24,5 à 18,7. www.statistik.bs.ch

46 Cette évolution est nommée «gentrification». Dans le cas de Bâle, une étude récente de l'Université de Genève arrive en outre à la conclusion que ce sont en majorité des ménages à faible revenu qui viennent à Bâle depuis l'agglomération. Voir Wanner, Philippe: Quitter son lieu de vie pour des raisons économiques? Une analyse de la mobilité résidentielle au sein de six agglomérations. Genève 2017.

l'avenir. La communication mobile ouvre de nouvelles possibilités pour la sécurité dans l'espace public, mais elle comporte aussi des risques:

- De nombreuses personnes se déplacent dans l'espace public avec l'œil rivé sur l'écran de leur appareil électronique, parfois avec en plus un casque audio sur la tête ou des écouteurs dans les oreilles. Cela les rend moins attentives à ce qui les entoure. Cela réduit la «sécurité objective», car cette réactivité diminuée favorise les accidents ou le vol à la tire. Ce comportement limite également le contrôle social: même si ces gens sont dans l'espace public, ils peuvent négliger des événements affectant la sécurité qui se passent autour d'eux.
- Les informations peuvent être consultées ou diffusées en tout temps – en particulier l'enregistrement visuel d'événements dans l'espace public par la caméra d'un téléphone portable et leur diffusion pratiquement en direct est une pratique qui s'est fortement développée.
- L'avantage, c'est qu'avec la forte densité des smartphones, on peut mettre en place dans les villes des systèmes dits de premier répondant, respectivement appeler plus rapidement les services de police et de secours.
- Les nouvelles technologies jouent également un rôle central dans la lutte contre la criminalité et la menace croissante du terrorisme. L'exploitation d'un grand nombre de données (en temps réel) permet à la police d'obtenir une image améliorée de la situation et d'établir des modèles pour les événements ou pour les comportements.

5.3 Organismes de sécurité et forces de l'ordre

Des espaces publics sûrs demandent un engagement 24 heures sur 24 – alors même que les ressources diminuent

Les technologies mentionnées ci-dessus conduisent sans cesse à une utilisation à très court terme de l'espace public, par exemple pour des fêtes. Les manifestations et les rassemblements spontanés de personnes représentent un défi pour les forces de sécurité. Il n'est pas rare que celles-ci apprennent trop tard que de tels «events» sont prévus, lesquels conduisent par la suite à des événements touchant la sécurité, comme par exemple des manifestations violentes.⁴⁷ Celles-ci sont de plus en plus préparées et discutées sur les réseaux sociaux ou sur des forums en ligne. Les prescriptions légales rendent pratiquement impossible aux organisations de sécurité de se rendre sur ces forums afin d'y suivre les développements qui menacent la sécurité et d'y réagir.

De plus, la population attend des interventions rapides des forces de l'ordre et de la sécurité «24 heures sur 24». Peu importe qu'un événement se produise le jour, la nuit ou le week-end.

Les villes sont sous pression pour faire des économies, et ceci touche aussi les moyens à disposition pour la sécurité des espaces publics. Les forces de

47 Ces dernières années, Zurich a connu à plusieurs reprises ce que l'on nomme des «Saubannerzüge» (littéralement «marche sous la bannière du cochon»), organisées en ligne, et qui se sont traduites par d'importants dégâts aux espaces publics et aux bâtiments.

sécurité doivent par conséquent de plus en plus affecter des priorités à leurs moyens, ce qui peut se faire par exemple au détriment du traitement des infractions simples ou du contact personnel avec la population.

Les organismes privés de sécurité et de maintien de l'ordre se voient confier de plus en plus de tâches dans l'espace public par l'Etat, qui justifie ce fait par la baisse des coûts et le gain en efficacité

D'autres développements en rapport avec la privatisation croissante de la sécurité dans les espaces publics sont déjà visibles à l'étranger: les habitants de certains quartiers engagent des services privés de vigiles à leurs propres frais, afin d'augmenter la sécurité objective, ou aussi le sentiment subjectif de sécurité. Les «gated communities» (résidences fermées) promettent aussi un haut niveau de sécurité, avec des clôtures, des portes et des contrôles à l'entrée qui rendent des quartiers entiers inaccessibles au public.⁴⁸

Approches différentes des technologies (de surveillance)

La vidéosurveillance a été et reste considérée comme une mesure appropriée pour améliorer la sécurité des espaces publics, également dans quelques villes suisses.⁴⁹ Dans d'autres pays comme la Grande-Bretagne, la vidéosurveillance est nettement plus établie. Poussée par les grands développements techniques, la surveillance peut prendre son essor en Suisse aussi. La preuve en est les drones, qui sont engagés par exemple lors des grands événements ou des manifestations.

La vidéosurveillance privée augmente, surtout dans le commerce, où les espaces privés sont adjacents aux espaces publics. Les caméras enregistrent aussi en partie des choses qui se passent sur l'espace public, ce qui enfreint les prescriptions sur la protection des données.⁵⁰

Pour autant, davantage de surveillance ne mène pas automatiquement à davantage de sécurité: l'exploitation de la vidéosurveillance nécessite des ressources en personnel. Il n'est pas possible de prouver un effet positif sur la sécurité objective. Les développements technologiques comme la reconnaissance faciale et les drones soulèvent des questions, car les bases légales ne sont pas encore définitivement claires. La marge de manœuvre des organisations de sécurité dans le monde numérique est souvent limitée par le cadre juridique.

48 Pendant longtemps, ce type d'habitat était connu surtout en Amérique du Sud et du Nord, mais il est arrivé en Europe depuis longtemps. A Berlin par exemple, quelques-unes de ces communautés fermées sont apparues ces dernières années. En Suisse aussi, la première «gated community» est désormais prévue à Uttwill, en Thurgovie.

49 A Bâle, l'Etat n'a pas de caméras pour surveiller l'espace public. Le Grand Conseil a déjà refusé à trois reprises des propositions de vidéosurveillance de l'espace public. Les villes de Lucerne ou de St-Gall ont renforcé la surveillance à certains endroits pour la réduire à nouveau après évaluation. Genève, par contre, est convaincue de l'efficacité de la vidéosurveillance et prévoit non seulement d'installer de nouvelles caméras, mais aussi de recourir aux caméras privées déjà existantes et de les exploiter avec les caméras de l'Etat dans un poste centralisé. www.ge.ch/document/rapport-activite-police-cantonale-genevoise-2016/telecharger

50 La pratique à Bâle a cependant montré que les enregistrements de ces caméras privées peuvent être très utiles pour les poursuites pénales et que par le passé elles ont conduit à la résolution de nombreux cas d'infractions.



ZÜRICH

YOU'RE UNDER MY SKIN

K05



ANGLIKE

6. Quelles possibilités dans la pratique?

Pistes d'action

Les défis pour la sécurité dans l'espace public vont changer et parfois devenir plus complexes. A partir des facteurs de succès énoncés au chapitre 4, des pistes d'action ont été développées, qui peuvent contribuer à avoir une influence positive sur la sécurité des espaces publics. Afin de souligner la faisabilité de ces options, on trouvera ci-dessous dans les encadrés de couleur des exemples de Bâle, d'autres villes de Suisse, mais aussi de villes étrangères et d'organisations dans un contexte international.

Les pistes d'action doivent être une «mine d'idées», il n'y a pas de prétention à l'exhaustivité.⁵¹ Elles peuvent servir de base de discussion sur l'amélioration de la sécurité dans les espaces publics. Mais chaque ville doit examiner individuellement quelles mesures sont adéquates.

Les pistes d'action peuvent être assignées à quatre domaines:

- Organiser la sécurité dans l'espace public
- Planifier et construire la sécurité dans l'espace public
- Informer sur / sensibiliser à la sécurité dans l'espace public
- Faire régner la sécurité dans l'espace public

6.1 Organiser la sécurité dans l'espace public

Définir clairement les objectifs

Pour assurer efficacement la sécurité dans l'espace public, les villes devraient se demander quel niveau de sécurité elles veulent atteindre avec quels moyens et quel degré d'insécurité est tolérable en ville. Une stratégie de sécurité pour l'ensemble de la ville pourrait fixer les objectifs globaux nécessaires. Une telle stratégie peut en outre constituer une base importante pour que les différents acteurs dans le domaine de la sécurité des espaces publics coopèrent et suivent les mêmes idées maîtresses.

«Concept pour l'amélioration de la qualité de vie et de la sécurité dans l'espace public», Bâle

Ce concept de 2012 formule quatre principes directeurs pour la gestion de l'espace public et aborde aussi le thème de la sécurité:⁵²

- L'espace public appartient à tous.
- L'espace public peut être utilisé de multiples façons.
- L'espace public est sûr et soigné.
- L'espace public rend la ville verte.

51 Les exemples ont été recueillis au cours du projet, soit par les membres de l'organisation du projet, soit par les participants aux ateliers ou les interviewés.

52 www.entwicklung.bs.ch/grundlagen/lebensqualitaet/oeffentlicher-raum/konzept-oeffentlicher-raum.html

Stratégie sécuritaire, Genève

Dans sa Stratégie sécuritaire, la ville de Genève définit la vision pour l'année 2030 et les principes avec lesquels elle veut assurer la sécurité dans la ville. L'élément central du document est constitué de quatre priorités stratégiques, avec cinq objectifs concrets chacun.⁵³

«Ce qui ne dérange pas est toléré», Bienne

Le principe «ce qui ne dérange pas est toléré» est inscrit dans la vision du service Sécurité-Intervention-Prévention (SIP) biennois et vaut largement pour la sécurité dans l'espace public de la ville de Bienne.

Ancrer la sécurité dans l'espace public au niveau politique

Dans l'administration d'une ville, les différents aspects de la sécurité dans l'espace public relèvent généralement de différentes directions, respectivement secteurs administratifs. Si les responsables politiques des questions stratégiques liées à la sécurité dans l'espace public se concertent régulièrement, ils peuvent identifier les interfaces et les synergies et s'assurer qu'ils travaillent pour un objectif unique.

Organes du Conseil municipal pour la sécurité dans l'espace public, différentes villes

A *Zurich*, depuis 2010, la délégation du Conseil municipal «Vie urbaine dans l'espace public» (SiöR) traite au niveau stratégique des affaires interdépartementales sur les questions et les problèmes d'utilisation de l'espace public. La SiöR réunit les chefs des départements de la sécurité, des écoles et du sport, du social, de la santé et de l'environnement. Ensemble, les conseillères et les conseillers municipaux veillent par exemple à l'engagement adéquat d'acteurs internes et externes et décident de l'affectation des ressources pour des projets et des mesures.

La ville de *Berne* dispose aussi, avec sa «Commission espace public», d'un organe du Conseil municipal qui s'occupe au niveau stratégique des questions relatives à la sécurité dans l'espace public.

Dans la Commission de la sécurité de la ville de *Lucerne*, les chefs de la direction des affaires sociales et de la sécurité se consultent régulièrement avec le chef du département cantonal de la justice et de la sécurité et avec le commandant de la police lucernoise sur les défis relatifs à la sécurité dans l'espace public.

Instaurer un point central ou une personne de contact pour les questions de sécurité dans l'espace public

Dans une ville, les différents acteurs qui sont confrontés à des questions de sécurité dans l'espace public ne se connaissent pas toujours. De même, les responsabilités et les interfaces ne sont pas toujours claires. Une sorte de «délégué(e) à la sécurité» peut favoriser le réseautage à l'intérieur de l'ad-

53 Stratégie sécuritaire du canton de Genève, Vision 2030, Tome 1: Vision, axes et objectifs stratégiques, Département de la sécurité et de l'économie, 2017

ministration communale et coordonner et administrer des projets interdépartementaux pour améliorer la sécurité dans l'espace public. S'il existe une stratégie sécuritaire, cette personne peut développer davantage la préoccupation pour la sécurité dans l'espace public dans le sens de cette stratégie. Elle peut en même temps être le point central de contact et d'information pour la sécurité dans l'espace public.

Service de gestion de la sécurité, Lucerne

La ville de Lucerne dispose depuis près de dix ans d'un «Service de gestion de la sécurité», qui fait actuellement partie de l'état-major de la direction des affaires sociales et de la sécurité. Il a pour mission de mettre en réseau les différents acteurs sur les thèmes touchant à la sécurité pour Lucerne et d'aborder les questions de manière coordonnée. La sécurité des espaces publics ne constitue qu'une partie de ses tâches. Le Service est également responsable de la gestion des dangers naturels ou techniques. La base de son travail est définie dans le «Rapport de sécurité pour la ville de Lucerne»⁵⁴, remis à jour tous les trois ans.

Délégué à la sécurité, Bienne

Depuis 2009 et la fusion des différents corps de police du canton de Berne, la ville de Bienne ne dispose plus de sa propre police municipale. Afin que la population ait encore un point de contact central pour les questions de sécurité urbaine, le Conseil municipal a créé le poste de Délégué à la sécurité.⁵⁵

Donner une voix à la vie nocturne

La nuit, la sécurité dans l'espace public prend une importance particulière. Les collaborateurs de l'administration communale ont donc tout avantage à connaître les préoccupations et les besoins des différents groupes d'utilisateurs nocturnes des espaces publics; ainsi que ceux des «moteurs de la vie nocturne» que sont les exploitants de clubs, de bars ou de restaurants. Une personne désignée ou un organe spécial peut servir de médiateur pour les différentes préoccupations et les différents problèmes. Par exemple sur les conflits entre résidents et fêtards.

Dialogue Rheingasse, Bâle

A la Rheingasse, la proximité des restaurants, des commerces et du logement cause sans cesse des conflits d'usage. Dans le Dialogue, les délégués des habitants et des restaurateurs cherchent des solutions ensemble. Le secrétariat du district du Petit Bâle soutient et anime les séances.⁵⁶

54 Sozial- und Sicherheitsdirektion Stadt Luzern: www.stadt Luzern.ch/politikverwaltung/stadtverwaltung/direktionen/465

55 https://www.biel-bienne.ch/fr/pub/vivre/securite/delegue_a_la_securite.cfm

56 kleinbasel.stadtteilsekretariatebasel.ch/projekte/phaenomene-im-oeffentlichen-raum/dialog-rheingasse

Tables rondes sur la vie nocturne, différentes villes

Depuis environ 15 ans, la ville de *Zurich* organise trois à quatre fois par an la «Nightlife Round Table». Les institutions municipales qui y participent, les clubs et les services de sécurité privés apprécient beaucoup ces échanges ouverts et orientés vers la pratique. En moyenne, plus de 20 personnes participantes manifestent un grand intérêt pour cet échange.

A *Lucerne*, le SIP, le chef de la sécurité et la police échangent régulièrement avec les exploitants de clubs et de bars de l'association Safer Clubbing, section Lucerne⁵⁷ sur les questions actuelles autour de la vie nocturne.

Centrale téléphonique vie nocturne, Berne

La centrale téléphonique vie nocturne est le point de contact pour les habitants et les exploitants de clubs pour toutes les questions et les conflits en rapport avec la vie nocturne. Elle est une mesure du concept global vie nocturne Berne.⁵⁸

Maire de la nuit, différentes villes

Les maires de la nuit représentent la vie nocturne dans l'administration des villes, veillent à une offre variée et font office de médiateurs en cas de conflit d'usage. Il y a des maires de la nuit par exemple à Amsterdam, Cologne, Berlin, Londres ou Paris.⁵⁹

Soigner la gestion du savoir

Les différents acteurs dans le domaine de la sécurité dans l'espace public disposent d'un grand savoir, de beaucoup d'expérience et d'un réseau personnel de contacts. Il est fréquent que beaucoup de savoir soit réparti sur des individus (expérimentés). S'ils s'en vont, la ville perd beaucoup de savoir-faire. Une gestion transversale du savoir contribue à maintenir à long terme le savoir sur le thème de la sécurité dans l'espace public et à le gérer durablement.

Stratégie du savoir «Vienne aime le savoir», Vienne

La ville de Vienne veut mieux utiliser la ressource «savoir» dans l'ensemble de l'administration municipale et a élaboré à cette fin une stratégie de gestion du savoir. Des outils et des méthodes en ont été tirés afin d'améliorer à l'avenir l'accès aux informations à l'intérieur de l'administration.⁶⁰

57 www.saferclubbing.ch/safer-clubbing-luzern

58 Le concept vie nocturne de Berne est accessible en ligne sous www.bern.ch/themen/freizeit-und-sport/nachtleben/downloads-1/konzept-nachtleben-bern-def.pdf/view

59 Maire de la nuit d'Amsterdam: nachtburgemeester.amsterdam/english/

60 docplayer.org/1852765-Wien-mags-wissen-die-wissensmanagement-strategie-der-stadt-wien.html

Mettre en réseau au-delà des limites de la ville

L'échange entre les villes crée de la valeur ajoutée. Les responsables de la sécurité peuvent se mettre en réseau, apprendre des expériences des autres villes et s'attaquer ensemble à des problèmes globaux.

Villes suisses sûres 2025

Dans le projet «Villes suisses sûres 2025», 33 villes ont analysé leur situation sécuritaire ainsi que les défis futurs. Différents ateliers et manifestations leur ont permis d'échanger et de créer des réseaux. Il s'est ainsi avéré que par exemple, différentes villes font face aux mêmes défis et qu'il est possible de s'informer réciproquement sur la manière dont elles les affrontent.⁶¹

ZORA – Centre de l'espace public

Le groupe de travail ZORA de l'Union des villes suisses s'occupe des défis autour de l'espace public. Il encourage un large échange d'expériences et lance des projets de recherche et de développement – également dans le domaine de la sécurité.⁶²

Conférence de directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS)

La CDSVS soutient les échanges d'avis et d'expériences ainsi que la collaboration interdisciplinaire sur les questions de sécurité urbaine. Les manifestations qu'elle organise sont régulièrement centrées sur la sécurité dans l'espace public.⁶³

Forum européen pour la sécurité urbaine

Fondé en 1987, le Forum européen pour la sécurité urbaine (EFUS) est une association de plus de 250 villes de 16 pays européens. Ensemble, elles veulent assurer plus de sécurité dans les villes. Le travail dans les sections nationales, mais également lors des réunions européennes ou au congrès, qui se tient tous les cinq ans, aborde les questions actuelles touchant à la sécurité. La sécurité des espaces publics avec toutes ses facettes fait régulièrement l'objet de discussions ou d'analyses et de concepts globaux. Jusqu'ici, les villes suisses ne sont pas membres de l'EFUS, bien qu'elles en auraient la possibilité.⁶⁴

61 www.uniondesvilles.ch/fr/Info/Politique/Politique_de_la_securite_

62 www.zora-cep.ch

63 www.kssd.ch/fr/Bienvenue

64 www.efus.eu/fr/

Forum germano-européen pour la sécurité urbaine

Abrégé DEFUS, le Deutsch-Europäisches Forum für Urbane Sicherheit est la branche allemande de l'EFUS. Pour les responsables de la sécurité et du travail de prévention dans les communes, c'est une plateforme vivante d'échange de pratiques et de collaboration non bureaucratique. Il offre aussi des ateliers thématiques, qui ont porté récemment sur la lutte contre le terrorisme.⁶⁵

6.2 Planifier et construire la sécurité dans l'espace public

Prendre en compte les intérêts du plus grand nombre possible de groupes d'utilisateurs et de groupes d'intérêts

L'espace public appartient à tous. Lors de la planification, il faut donc prendre en compte les préoccupations et les besoins de différents groupes: enfants, jeunes, jeunes adultes, aînés, femmes, hommes, marginaux, personnes désireuses de consommer, etc. L'espace public doit permettre une coexistence et une rencontre pacifique entre les groupes hétérogènes de la société urbaine et contribuer à un bon sentiment de sécurité avec l'utilisation équilibrée et le contrôle social qui en découle. Il ne faut pas non plus que certains groupes d'utilisateurs «occupent» l'espace public et en chassent ainsi d'autres groupes. En règle générale, il doit y avoir des conditions-cadre qui permettent une utilisation aussi égale que possible des espaces publics. Il est donc important que les autorités responsables dans les villes connaissent les besoins des différents groupes d'utilisateurs et les intègrent à un stade précoce dans leur planification.

«1m20 à hauteur des yeux», Bâle

Le manuel «Auf Augenhöhe 1.20m» propose des impulsions pour un développement urbain et de quartier adapté aux enfants.⁶⁶

«Sécurité à 55 ans et plus», Bâle

Le concept du domaine prévention de la police cantonale de 2015 aborde les besoins de sécurité de la population âgée et traite aussi pour une part d'aspects qui concernent la sécurité dans l'espace public.⁶⁷

Groupe écho pour le rapport de sécurité, Lucerne

Depuis quelques temps, les responsables de la sécurité incluent ce qu'ils nomment un «groupe écho» lorsqu'ils élaborent leur rapport de sécurité, qui paraît tous les trois ans. Ce groupe permet par exemple à des associations de quartier, des enfants et des jeunes, des commerçants ou des représentantes et représentants du secteur touristique de participer, d'évaluer des

⁶⁵ www.defus.de

⁶⁶ www.entwicklung.bs.ch/stadtteile/stadtteilentwicklung/kinderfreundliche-stadtentwicklung.html

⁶⁷ www.bs.ch/publikationen/gesundheitsversorgung/broschuere-55-.html?currentOffset=20&searchPageUuid=04ffaf82-e415-4132-b15a-f2789a1f53ff

questions touchant à la sécurité et d'exprimer leurs besoins en matière de sécurité.⁶⁸

Nous prenons soin de nous-mêmes – résolution des conflits dans l'espace public, villes et communes allemandes

Le guide pratique décrit une procédure pour la perception, l'analyse et le traitement des conflits dans l'espace public. Le projet a été développé, testé et évalué entre 2005 et 2009 dans sept communes allemandes. L'accent a été mis sur les conflits avec les enfants et les jeunes dans l'espace public, mais la procédure convient aussi pour des conflits impliquant d'autres groupes.⁶⁹

Assurer que tous les groupes d'utilisateurs puissent séjourner dans l'espace public – sans se déranger les uns les autres

Dans les villes suisses, il manque régulièrement dans les espaces publics de possibilités pour des groupes comme les jeunes adultes ou les marginaux de séjourner selon leurs attentes. Pour ces groupes, l'espace public est un lieu de rencontre où ils peuvent rester sans obligation de consommer et le plus possible sans être dérangés et en même temps observer ce qui se passe autour d'eux. Pour s'assurer que ces groupes acceptent et utilisent les points de rencontre, une ville devrait mener sa planification avec leurs représentants et les intégrer aux réflexions dès le départ. Ainsi, on peut s'assurer que les besoins sont satisfaits et que les conflits avec les autres peuvent être minimisés.

Claramatte, Vögeligärtli ou Bäckeranlage – des parcs pour un large éventail d'utilisateurs, différentes villes

La Claramatte à Bâle est un endroit où se rencontrent des groupes très différents d'utilisateurs: les familles apprécient la grande aire de jeux et profitent de l'offre de la «Kindertankstelle», qui prête du matériel de jeu, les personnes âgées se promènent dans le parc et se reposent sur les bancs, les employés des entreprises voisines y viennent à la pause de midi et les marginaux y ont «leur coin», sans être dérangés ni déranger les autres.

Le «Vögeligärtli» (Sempacherplatz) à Lucerne et la Bäckeranlage à Zurich sont d'autres exemples de parcs publics dans lesquels la cohabitation pacifique de groupes d'utilisateurs très différents fonctionne bien.

68 Pour le rapport de 2016, par exemple, un groupe écho spécifiquement constitué a discuté du thème «la sécurité dans la vieillesse».

69 Wir kümmern uns selbst – Konflikte mit Kindern und Jugendlichen im öffentlichen Raum; Ein Praxisbuch zur Konfliktbearbeitung; Claudia Olejniczak, Marit Kukat, Beate Seusing, 2009 www.dji.de/fileadmin/user_upload/bibs/jugendkriminalitaet/WKUS-Handlungsleitfaden.pdf

X-Project, Bienne

Le centre socioculturel pour les jeunes à Bienne offre entre autres des espaces, des cours et des événements dans les domaines de l'art, de la musique et du sport. La ville met les espaces à disposition de l'association X-Project au prix coûtant.⁷⁰

Skatepark Sk8, Berne

Juste à côté de la gare se trouve le Skatepark Sk8. Il est apprécié non seulement des (jeunes) skaters, mais aussi de la ville, car il contribue à l'animation de l'espace public et encourage la mixité des usagers.⁷¹

Mobilier urbain simple dans l'espace public, différentes villes

Dans la plupart des parcs de *Bâle*, sur la place de la cathédrale et au bas de la Waisenhausplatz à *Berne*, des chaises et des tables rouges sont gratuitement à disposition. La place du Sechseläuten à *Zurich* est également meublée de chaises que l'on peut déplacer librement. Cette offre invite des personnes très différentes à utiliser l'espace public et assure une animation mixte et toujours changeante.

La jeunesse fait la ville, Institut fédéral de recherche sur le bâti, la ville et l'espace, Allemagne

Le fonds pour l'action «Jugend macht Stadt» a donné l'occasion à des jeunes engagés de contribuer à façonner de manière innovante et indépendante le développement de leur quartier et par là également de mettre en œuvre directement leurs préoccupations et leurs intérêts. En 2009, 40 projets ont ainsi été menés dans toute l'Allemagne.⁷²

Préciser les «grandes lignes» de l'utilisation des espaces publics avec un concept ou un règlement d'utilisation

Pour légitimer les mesures et les décisions sur l'utilisation des espaces publics, la politique est appelée à développer une position claire sur les espaces publics et leur utilisation: qu'est-ce qui est permis dans l'espace public? Et qu'est-ce qui n'est pas permis? Les règles d'utilisation sont-elles les mêmes pour tous les espaces publics? Ou il y a-t-il des différences? Un règlement d'utilisation apporte de la clarté supplémentaire aux éventuelles lois et ordonnances et fournit les réponses à ces questions et à d'autres.⁷³ L'espace public est conçu de manière à permettre et à encourager les rencontres.

La ville veille par exemple aussi à ce que chaque quartier ait des zones de détente comme des parcs ou des espaces verts. Idéalement, ce règlement

70 www.x-project.ch

71 www.skateparkguide.ch/parks/sk8-bern

72 www.bbsr.bund.de/BBSR/DE/FP/ExWoSt/Forschungsfelder/2009/JugendlichemStadtquartier/Jugendfonds/04_JugendMachtStadt.html

73 Le canton de Bâle-Ville a par exemple une loi sur l'utilisation de l'espace public (NöRG).

ne devrait pas être élaboré «à huis clos» par l'administration communale et les responsables de la sécurité publique comme la police, mais avec la participation de différents groupes d'intérêt. Une discussion publique sur les objectifs et les contenus d'un tel règlement peut en plus garantir le soutien de la population.

Concept pour l'amélioration de la qualité de vie et de la sécurité dans l'espace public, Bâle

Avec ce concept, le gouvernement du canton de Bâle-Ville a fixé sa philosophie de base pour la gestion de l'espace public.⁷⁴

Concept d'utilisation de Werdinsel, Zurich

Werdinsel est une zone de loisirs de huit hectares en ville de Zurich, qui doit répondre à de nombreuses exigences. Avec la croissance de la population à laquelle on peut s'attendre et la tendance constante à une utilisation plus intensive des espaces libres, la pression sur cette zone va augmenter. Afin de maintenir malgré cela la situation actuelle, qui voit peu de conflits éclater, la ville de Zurich a élaboré un concept d'utilisation, en recourant à des approches participatives.⁷⁵

Règlement de police locale, Bienne

Le Règlement de police locale de la ville de Bienne définit ce qui est légitime et ce qui est inadmissible dans l'usage de l'espace public. Est par exemple interdite la consommation massive d'alcool visant à l'ivresse en public à l'occasion d'un attroupement. Le Règlement stipule également que les enfants et les jeunes de moins de 14 ans ne doivent plus se trouver dans l'espace public après 22 heures sans être accompagnés d'un adulte.⁷⁶

Philosophie de l'utilisation des espaces publics, St-Gall

Au début de 2018, le Service de l'enfance, de la jeunesse et de la famille, la Fondation pour l'aide en cas d'addiction et la police municipale de St-Gall ont formulé une «philosophie» sur la manière d'utiliser l'espace public en ville. Tout le monde s'est mis d'accord sur un espace public qui doit fondamentalement être à disposition de tous les usagers. Des mesures stratégiques, aussi bien préventives que répressives, et conçues individuellement pour chaque situation, sont prévues pour la mise en œuvre des cinq principes directeurs.⁷⁷

74 www.bs.ch/publikationen/entwicklung/konzept-oeffentlicher-raum.html

75 www.stadt-zu-erich.ch/epaper/TED/GSZ/Nutzungskonzept_Werdinsel_output/web/flipviewerxpress.html

76 Règlement de police locale de Bienne du 21 novembre 2012 www.biel-bienne.ch/law-data/RDCo/pdf/500/552.1.pdf

77 www.stadt.sg.ch/home/gesellschaft-sicherheit/sicherheit-polizei/praevention/oeffentlicher-raum.html

Stratégie vie nocturne, Lucerne

Avec sa stratégie vie nocturne, le Conseil municipal de Lucerne a défini en 2015 la position que la ville veut prendre par rapport à la vie nocturne et à l'utilisation de l'espace public. La stratégie définit ce qui est permis et toléré dans la vie nocturne lucernoise, mais également où sont les limites. Différentes mesures visent à améliorer la situation dans l'espace public et à décharger les forces d'intervention dans les domaines de la sécurité et du nettoyage.

Institutionnaliser la prévention criminelle urbaine comme base de planification

Intégrer les enseignements et les recommandations de la prévention criminelle urbaine et spatiale dans la planification et l'aménagement des espaces publics (et privés) a un effet positif sur les taux de criminalité et sur le sentiment de sécurité des usagers. Les secteurs, les bâtiments, les places, les parcs, les places de jeux, etc. peuvent être rendus plus sûrs avec des mesures le plus souvent très simples, par exemple par une taille des arbres et des buissons dans les règles de l'art, par un éclairage correct, par le choix d'un mobilier adapté ou par des cheminements clairs. A tout le moins, on obtient ainsi une augmentation du sentiment subjectif de sécurité.

Plus de sécurité dans l'espace public, étude du Département des constructions du canton de Bâle-Ville

Cette étude détaillée de 1998 montre comment on peut accorder plus d'attention aux besoins de sécurité de la population lors de la planification, de la conception et de la construction. Pour son époque, l'étude peut être considérée comme un travail de pionnier dans l'espace germanophone et ses conclusions sont encore partiellement valables aujourd'hui.⁷⁸

Labels pour la planification préventive de la criminalité, différents pays

Dans de nombreux pays, on s'efforce d'inclure dès le départ la réflexion sur la sécurité dans le cadre d'un développement urbain intégré. Les réflexions sur la prévention de la criminalité doivent être intégrées dans les plans pour éviter les délits et les incivilités dans l'espace public. Le succès de tels programmes est avéré. Alors qu'en Suisse, de telles planifications pour la prévention de la criminalité en sont encore à leurs débuts, et concernent, avec le programme «Sécurité et habitat Suisse», essentiellement la protection contre les cambriolages dans les maisons,⁷⁹ d'autres pays, comme les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne sont déjà plus avancés. Là-bas, des quartiers entiers sont conçus pour la prévention de la criminalité quand ils en sont encore à la phase de planification, ou s'ils existent déjà, on les évalue et au besoin, on les réaménage pour prévenir la criminalité.⁸⁰ Si ces quartiers rem-

78 Baudepartement des Kantons Basel-Stadt: Mehr Sicherheit im öffentlichen Raum. Was wir tun können, damit sich die Stadtbewohnerinnen und Stadtbewohner sicherer fühlen. Basel 1998

79 www.skppsc.ch/fr/projets/securite-et-habitat-suisse/?noredirect=fr_FR

80 Exemple aux Pays-Bas: programme «Veilig Wonen», www.centrumveiligwonen.nl
Exemple en Grande-Bretagne: «Secured by Design», www.securedbydesign.com

plissent certains critères, par exemple un aménagement qui permet le contrôle social, un éclairage qui renforce le sentiment de sécurité subjectif ou des mesures de protection des bâtiments contre les cambriolages, ils reçoivent un label spécial. Des évaluations de ces programmes ont montré que cela ne conduit pas à une stigmatisation du quartier («ici, ça ne doit pas être sûr!»), mais plutôt à une réduction, parfois significative, du nombre de délits et d'infractions administratives.

Conseils pour la prévention de la criminalité, différentes villes d'Allemagne

Des conseils pour la prévention de la criminalité ou autres forums similaires existent dans de nombreuses villes et communes d'Allemagne en tant qu'instruments de prévention. Ces organismes réunissant des représentants de nombreux milieux différents doivent contribuer à identifier et à éliminer les causes de la criminalité et les facteurs qui l'encouragent ou la favorisent. Il s'agit avant tout de considérer la prévention de la criminalité comme une tâche qui concerne l'ensemble de la société. Il faut donc intégrer l'engagement civique dans la recherche de solutions. Dans les conseils pour la prévention de la criminalité, on trouve par exemple des représentantes et représentants de la politique locale, du commerce, des écoles, des institutions sociales ou de jeunesse ou des églises.⁸¹

Service de conseil «Design for Security», Manchester

Le service de conseil «Design for Security» a été adapté aux besoins des architectes, des promoteurs et des planificateurs. Ceux-ci peuvent demander des conseils durant les premières phases du processus de conception. Cette orientation précoce permet d'intégrer plus efficacement la prévention de la criminalité dans les processus de conception, de développer des solutions intelligentes et de prévenir l'apparition de criminalité et de problèmes de sécurité. Le résultat est un «Crime Impact Statement», pour lequel les promoteurs paient. En retour, ils bénéficient d'un service de conseil professionnel, dont les travaux contribuent à ce que les projets de planification soient acceptés et les facteurs favorisant la criminalité évités.⁸²

Approche interdisciplinaire de la planification de l'éclairage

L'éclairage est un facteur important pour une utilisation sûre des espaces publics la nuit: il est prouvé que la lumière, respectivement un éclairage artificiel suffisant et adapté constituent un des facteurs les plus importants qui contribue au sentiment de sécurité au crépuscule et dans l'obscurité. Il est essentiel de choisir les moyens d'éclairage appropriés, qui soulignent la fonction de l'espace et qui sont en harmonie avec la planification générale des lumières de la ville. Alors que les «Plans Lumières» établis dans les villes suisses sont orientés plutôt sur le design et la technique, la planification interdisciplinaire des lumières va plus loin et prend également en compte

81 Représentatif des conseils pour la prévention de la criminalité dans les villes allemandes, voici le lien de celui de la ville d'Augsbourg en Bavière: kriminalpraevention-augsburg.de

82 www.designforsecurity.org

les dimensions de la sécurité, de l'environnement, de l'image de la ville et de l'histoire du lieu, qui sont tout aussi importantes.

Concept de l'éclairage urbain, Berne

En 2017, la ville de Berne a décidé d'élaborer un nouveau concept d'éclairage. L'élaboration ne s'est pas faite uniquement à l'intérieur de l'administration et en collaboration avec le fournisseur responsable, mais elle a été dès le départ ouverte à de larges milieux. Les ateliers thématiques ont ainsi vu la participation d'experts sur des sujets comme l'environnement, le commerce et l'économie, mais également la sécurité. Cette dernière a été intégrée dans le but d'arriver pour Berne à un éclairage des espaces publics qui offre aux usagers le plus haut degré de sécurité et donc de bien-être possible en fonction du type d'espace.⁸³

Accorder une attention particulière aux nouvelles grandes zones de construction

L'espace public fait partie intégrante de toutes les nouvelles zones qui se développent en ville. En particulier pour les grandes réalisations, il existe un lien fort entre la fonction et l'utilisation de l'espace public et le développement du bâti alentour. La sécurité dans l'espace public doit donc être comprise et planifiée en interaction avec les fonctions du quartier.

Lors du développement de nouvelles grandes zones bâties, il faut donc faire attention à:

- animer activement l'espace public avant le développement des constructions proprement dit, avec des infrastructures temporaires, comme des restaurants ou des installations pour les skaters. Ceci contribue à rendre vivante une zone qui n'est pas encore développée et par là même à augmenter la sécurité subjective dans l'espace public.
- coordonner les étapes de construction des bâtiments et des espaces libres. De trop grands espaces vides font courir le risque de voir des espaces publics trop peu utilisés, avec les problèmes de sécurité qui en découlent: pas de contrôle social, accaparement par certains groupes d'usagers, etc.
- la variété des types de logement, qui doit avoir une influence sur l'espace public alentour. Il faut viser une mixité de l'offre d'appartements, et par là encourager aussi une utilisation mixte de l'espace public – avec des effets positifs sur la sécurité du lieu.
- l'engagement généralement élevé des pouvoirs publics durant la phase de planification ne doit pas s'interrompre durant les phases ultérieures. On peut par exemple prévoir une gestion de la zone qui reprenne les tâches de coordination et d'intégration qui étaient celles des pouvoirs publics durant la phase de planification.

⁸³ Le concept d'éclairage est en phase de mise en œuvre depuis le début de 2018 et un projet pilote a été réalisé sur l'exemple de la «Grosse Schanze», au-dessus de la gare centrale, qui prend en compte les résultats et les recommandations du concept. A la Grosse Schanze, il y avait une nécessité d'agir en rapport avec le sentiment subjectif de sécurité des usagers.

Glattpark, Opfikon

Le Glattpark d'Opfikon – une grande zone de développement de près de 66 hectares à la périphérie de Zurich – a été conçu dès le départ avec une offre mixte: appartements à louer bon marché, appartements à vendre et surfaces de service garantissent des groupes d'usagers hétérogènes.

Mais le très vaste espace de loisirs, comprenant lac et parc, qui a été réalisé comme préinvestissement, a souffert d'un manque d'animation et il a fallu engager des gardiens de parc pour garantir la sécurité dans l'espace public.⁸⁴

Certification de durabilité tenant compte de la sécurité

Le système de certification de la Société allemande pour la construction durable (DGNB), également utilisé en Suisse depuis plusieurs années, décrit et évalue la durabilité des bâtiments et des quartiers. Il prend également en compte l'aspect sécurité.⁸⁵

Assurer l'entretien

Des infrastructures sales et endommagées dans les espaces publics entraînent un sentiment d'insécurité accru pour de nombreuses personnes. Le nettoyage et l'entretien régulier de l'espace public sont donc des mesures importantes pour augmenter le sentiment de sécurité.

Pour répondre au besoin de s'exprimer de manière créative dans l'espace public, les villes peuvent par exemple mettre des surfaces à disposition des jeunes et des artistes du graffiti pour des tags et des fresques grand format. Ceci ne suffit pas à éviter les tags sauvages, soit les signatures sprayées qui servent à «marquer le territoire». Mais les sprayeurs ont ainsi la possibilité de s'exprimer légalement, de sorte que les grandes surfaces publiques comme les murs des maisons ou les ponts restent épargnées.

Avec des dispositifs d'intervention adaptés pour les personnes responsables de l'entretien des espaces publics, on arrive à contenir l'effet «fenêtres brisées» et à influencer positivement le sentiment de sécurité des usagers.

Protection et conseil en matière de graffiti, différentes villes

Les programmes «Spray-Ex» et «Spray-Out» à Bâle, la «Fachstelle Graffiti» à Zurich, «CasaBlanca» à Berne et l'action «Sprayfrei» de la ville de Lucerne fournissent des conseils sur le thème de la protection contre les graffitis et sur l'enlèvement des peintures sprayées. Ils coordonnent en outre le nettoyage des graffitis gênants dans l'espace public. Ils offrent également des «abonnements anti-graffitis» pour les privés - en partie en collaboration avec un projet urbain d'intégration par le travail - et fournissent des soutiens financiers.⁸⁶

84 www.glattpark.ch

85 www.dgnb-system.de

86 Bâle: www.tiefbauamt.bs.ch/entsorgung-sauberkeit/spray-ex-und-spray-out.html

Zurich: www.stadt-zuerich.ch/hbd/de/index/bewilligungen_und_beratung/beratung/graffiti.html

Equipes de nettoyage multiculturelles, gares CFF

CFF Immobilier, responsable entre autres de l'entretien des gares, engage dans ses propres gares des équipes de nettoyage mixtes du point de vue de l'origine culturelle et de la langue maternelle. L'effet est positif et les agressions contre le personnel de nettoyage sont plus rares.

App «Züri wie neu», Zurich

Avec cette application, on peut annoncer de manière simple et rapide à la ville les dommages à l'infrastructure, dus par exemple au vandalisme.⁸⁷

«Toilettes sympas», différentes villes

Dans plusieurs villes, la commune collabore avec les restaurants et les hôtels pour mettre à disposition des usagers de l'espace public davantage de toilettes. Les établissements qui mettent leurs WC à disposition du public le signalent par un autocollant «nette Toilette» et se voient dédommagés par la ville pour leurs frais de nettoyage.⁸⁸

Animer les espaces publics de manière ciblée

L'animation et la mixité dans l'espace public sont des facteurs d'influence déterminants pour le sentiment de sécurité subjectif. Avec une programmation ciblée, les villes peuvent influencer les utilisations et promouvoir l'animation des espaces publics. Ainsi, il est aussi possible d'avoir une influence positive sur des lieux qui ont plutôt mauvaise réputation et/ou qui passent pour peu sûrs.

Station-service pour enfants de la Claramatte, Bâle

En tant qu'institution permanente et supervisée, la «Kindertankstelle» offre en été de l'infrastructure, de l'animation, de la nourriture et du matériel pour jouer aux enfants. Aux adultes, elle offre la possibilité de se rencontrer autour d'un café. Les collaborateurs de la station-service ont également une fonction de contrôle, ils avertissent par exemple en cas d'inconduite et sont un point de contact pour les personnes qui cherchent une aide à portée de tous. En outre, il existe une collaboration étroite avec les agents de proximité de la police cantonale.⁸⁹

Berne: www.casablanca-bern.ch

Lucerne: www.luzernermaler.ch/sprayfrei/willkommen.html

⁸⁷ www.zueriwieneu.ch

⁸⁸ de.wikipedia.org/wiki/Nette_Toilette

⁸⁹ www.robi-spiel-aktionen.ch/mittagstische/claramatte.php

Buvettes/Bars, différentes villes

Pendant les mois chauds de l'été, les buvettes font partie du paysage urbain de *Bâle*. Par beau temps, elles offrent la possibilité de prendre des boissons et des snacks dans l'espace public. Elles favorisent ainsi l'utilisation mixte et l'animation. L'autorité qui délivre les permis exige explicitement des exploitants de buvettes qu'ils assument aussi des tâches dans le domaine du contrôle social – ce qui est cependant difficilement possible les jours de forte affluence. A *Lucerne* également, le concept des «bars d'été» a fait ses preuves. Il y en a par exemple sur l'Europaplatz devant le Palais de la culture et des congrès, ou dans le petit Inseli-Park, directement sur la rive du Lac des Quatre-Cantons.⁹⁰

Planification interdisciplinaire des grands événements

Les grands événements se tiennent souvent dans l'espace public et nécessitent des mesures de sécurité spéciales. Depuis l'EURO08 au plus tard, des concepts de sécurité propres à l'événement et des mesures de sécurité diverses font partie de chaque grand événement. Il est important que tous les acteurs du domaine de la sécurité soient impliqués, participent à la planification et collaborent étroitement pendant l'événement. Les concepts de sécurité définissent les responsabilités, les interfaces et les procédures entre les acteurs privés et ceux de la ville.

Les données nombreuses et variées à disposition peuvent être utilisées pour la planification de la sécurité des grands événements. Le contrôle de grandes foules de visiteurs, ce que l'on nomme «crowd-management», se base de plus en plus sur les technologies modernes, afin d'éviter ou de prendre le contrôle des développements et des mouvements qui pourraient mener à des situations dangereuses.

Modèles pour des concepts de sécurité, Zurich

La ville de Zurich met à disposition des modèles en ligne pour des concepts de sécurité.⁹¹

Crowd-Management, Zurich

A l'occasion de la «Züri-Fäscht», qui se tient tous les trois ans, les responsables de la police municipale utilisent pour la gestion des foules les données d'une application spécifique, mais également d'autres données de téléphonie mobile, afin de recevoir des informations, par exemple sur une possible panique de masse imminente.⁹²

90 **Bâle:** www.basel.com/de/Basel-inspiriert/Sommer-in-Basel/Buvetten

Lucerne: www.stadtluern.ch/thema/631

91 www.stadt-zuerich.ch/content/.../Vorlage%20Sicherheitskonzept%20gross.doc

92 www.stadt-zuerich.ch/pd/de/index/stadtpolizei_zuerich/ueber_uns/standorte/weitere_dienststellen/fachstelle-crowd-management.html

Fournir une protection contre les attaques terroristes

Après les attaques terroristes des dernières années en Europe, plusieurs villes suisses se sont occupées de la menace terroriste: l'éventail va de la prévention par des mesures techniques et de construction jusqu'à des mesures organisationnelles et policières. On peut engager des éléments mobiles comme des véhicules lourds ou des cubes de béton pour protéger les accès aux grandes manifestations. En même temps, le défi consiste à entraver le moins possible la liberté des personnes avec des mesures comme le «bouclage» des espaces publics et de ne pas les confronter constamment à la crainte d'attaques possibles, car ceci pourrait avoir à nouveau des effets sur le sentiment subjectif de sécurité.

Lignes directrices pour la protection des espaces publics contre les attaques terroristes, Commission européenne

La Commission européenne prévoit de publier en 2018 de nouvelles lignes directrices, qui donnent des conseils sur la protection des espaces publics contre les attaques terroristes. L'accent est également mis sur les solutions techniques avec sécurité intégrée («security by design») qui rendent l'espace public plus sûr, sans entraver son caractère ouvert et public.

Réflexions sur la sécurité dans l'espace public – rôle et tâches des villes, Forum germano-européen pour la sécurité urbaine (DEFUS)

Les attaques terroristes en Europe de ces dernières années à Paris, Nice, Berlin et Barcelone ont laissé une empreinte sur les personnes qui fréquentent les espaces publics dans les villes et qui y sont responsables pour la sécurité. Les villes membres du DEFUS se sont mises d'accord sur des principes directeurs pour que la vie, les fêtes, la culture et le sport restent à l'avenir possibles sans limitation et avec le maximum de sécurité possible dans l'espace public urbain. Ces principes doivent constituer la base des futurs efforts communs pour la sécurité des espaces publics.⁹³

Prendre en compte des tendances à long terme comme le changement climatique

Le changement climatique aura des effets sur la vie urbaine et aussi sur la sécurité en ville. Les vagues de chaleur, les phases de sécheresse ou les fortes précipitations vont devenir plus fréquentes et plus intenses. Elles ont par exemple des effets sur la santé de la population ou occasionnent des dommages accrus à l'environnement, respectivement à la propriété. Les endroits ombragés dans l'espace public gagnent en importance. Les peuplements d'arbres actuels sont menacés par les changements climatiques attendus. Il devient de plus en plus important de choisir des essences d'arbres adaptées au climat urbain.

Aborder ce thème le plus tôt possible permet de créer les bases nécessaires pour que les villes puissent s'adapter à ces développements et favorisent,

93 www.defus.de/nano.cms/Standpunkte

par des mesures appropriées, également la sécurité dans les espaces publics.

Groupe de travail «chaleur et aération», Bâle

Un groupe de travail interdépartemental et bi-cantonal «Hitze und Durchlüftung» réunissant des représentantes et des représentants du Bureau de l'hygiène de l'air de Bâle, du Département de l'environnement et de l'énergie, du Service de l'urbanisme, des Parcs et jardins, du Développement cantonal et urbain (tous de Bâle-Ville) et du Service de l'aménagement du territoire de Bâle-Campagne, élabore des mesures qui permettent de planifier et de construire conformément au climat urbain. On commence par réaliser une analyse du climat en ville basée sur des modèles. On identifie également les points de surchauffe et leurs causes ainsi que des couloirs d'air frais pour assurer le renouvellement de l'air. Et sur cette base, on élabore des mesures. L'objectif est de les intégrer dans les instruments d'aménagement du territoire comme les plans directeurs, les projets de construction ou la planification des espaces verts et des espaces libres, ainsi que dans la législation sur les constructions et d'examiner, le cas échéant, les mesures de soutien nécessaires.

Planifier et construire selon le climat de la ville, Zurich

Avec le projet «Analyse du climat ville de Zurich» (KLAZ), la ville veut réduire les effets négatifs du développement des constructions sur le climat local. Le projet crée un cadre d'orientation pour les décisions de planification, de conception et de construction et pose ainsi la base pour une planification urbaine tournée vers l'avenir, qui prend en compte les conséquences du réchauffement climatique.⁹⁴

Label «Villeverte Suisse», différentes villes

L'espace vert fait partie des éléments centraux de l'espace public urbain. Il est également globalement important pour la qualité de vie dans une ville. Les villes qui veulent obtenir le label «Villeverte Suisse» doivent appliquer en tout 60 conditions, qui assurent la pérennité des espaces verts sur le territoire urbain, en qualité et en quantité suffisantes.⁹⁵

6.3 Communiquer sur/sensibiliser à la sécurité dans l'espace public

Parler de la sécurité dans l'espace public avec tout le monde

Afin de résoudre les conflits d'intérêt dans l'espace public, les villes peuvent favoriser le dialogue entre les différents groupes d'intérêt. Les «tables rondes» organisées régulièrement ont par exemple fait leurs preuves pour la recherche de solutions lors de conflits d'utilisation dans l'espace public.

⁹⁴ Sur www.stadt-zuerich.ch/klaz on trouve entre autres le rapport sur les résultats et un catalogue de propositions de mesures.

⁹⁵ www.gruenstadt-schweiz.ch/fr/ Les villes de Lucerne et de Winterthour sont déjà certifiées, cinq autres, dont Bâle, se trouvent dans le processus de certification.

Des représentants de l'administration communale discutent de solutions possibles par exemple avec des clubs, des videurs, des résidents et des commerçants. On arrive ainsi à réunir les différents besoins de toutes les parties intéressées et à promouvoir la compréhension réciproque.

Ripa Forte, Bâle

A Bâle, le Rhin et ses environs immédiats sont un lieu de rencontre pour de nombreuses personnes, particulièrement à la belle saison. Depuis environ dix ans, les différents acteurs des rives du Rhin du Petit Bâle se rencontrent une fois par mois en été pour échanger des informations, se coordonner et discuter de leurs préoccupations. La direction de Ripa Forte est assurée par la police de proximité du Petit Bâle. Dans le cadre de Ripa Forte, des services de l'administration comme la police cantonale, l'administration générale, le service de nettoyage de la voirie, et le développement urbain et cantonal rencontrent des acteurs privés comme l'Association promenade du Rhin Petit Bâle, l'Hôtel Krafft et les exploitants de buvettes.⁹⁶

«Médiateurs dans l'espace public», Bâle

L'équipe de spécialistes «Mittler im öffentlichen Raum» du Département de la santé du canton de Bâle-Ville rend visite aux personnes toxicodépendantes dans l'espace public. Les médiateurs sont des personnes de contact pour la population, les entreprises ou les écoles et ils encouragent le dialogue. Ils apportent information, conseil et soutien sur les questions et les problèmes spécifiques à la toxicomanie. Dans le cadre de leur mandat réglementaire, ils contribuent à protéger autant que possible l'espace public des effets secondaires indésirables de la consommation de drogues addictives illégales.⁹⁷

Table ronde «Mesures Europaplatz», Lucerne

En réaction à des troubles survenus en 2012 sur l'Europaplatz, directement devant le Palais de la culture et des congrès (KKL), la ville de Lucerne a initié la table ronde «Massnahmen Europaplatz». Les responsables de la police, l'autorité de délivrance des autorisations pour les manifestations, le SIP, le service de nettoyage de la voirie, le KKL (y compris le Festival de Lucerne), la Société de la navigation sur le Lac des Quatre-Cantons, les CFF et l'Université proche y discutent des conflits d'intérêt dans cet espace public et développent des solutions et des mesures communes.

Table ronde vie nocturne Langstrasse, Zurich

A Zurich, la vie nocturne se déroule pour une part importante autour de la Langstrasse. Selon le principe qui veut que les conflits d'utilisation doivent dans la mesure du possible être traités avec toutes les parties concernées,

96 Outre Ripa Forte, il existe à Bâle de nombreux exemples de succès d'une telle démarche participative, également à l'interface avec des espaces privés. Ainsi, il y a eu pendant longtemps de grands problèmes avec le night-club «Fame», également devant son entrée. La collaboration entre la police, les propriétaires du club et le personnel de sécurité ont conduit à une nette amélioration de la situation.

97 www.sucht.bs.ch/ueber-uns/organisation/mittler-im-oeffentlichen-raum.htm

le chef de la sécurité de la ville de Zurich a invité en 2015 et 2016 à trois tables rondes. Avec plus de 100 participants du quartier, des clubs et des bars et des responsables de l'administration communale, on a pu discuter de cette situation complexe et chercher des solutions concrètes.⁹⁸

Conférences de quartier, Berne

Tous les deux ans, la ville de Berne organise des conférences de quartier, dans lesquelles la population est invitée à s'exprimer sur des thèmes actuels. Des questions relatives à la sécurité y sont aussi régulièrement discutées.⁹⁹

Gestion des conflits par médiation (AKIM), Munich

AKIM est un bureau central qui intervient sur demande dans tout le territoire urbain. Il procède à une première analyse du conflit, en étant présent sur place avec de simples moyens de communication. AKIM défend les intérêts et les préoccupations de tous les groupes d'utilisateurs et tente la médiation entre eux. AKIM intervient dans les conflits dans les espaces publics, où d'autres organismes ne sont pas responsables, soit parce que leur clientèle n'est pas touchée (par exemple travail de rue) ou que leur engagement ne serait pas proportionné, respectivement qu'il n'existe pas de possibilité légale pour un engagement. AKIM organise également des colloques annuels, le dernier en date consacré à la gestion des conflits dans l'espace public.¹⁰⁰

Sensibiliser les usagers des espaces publics à la sécurité

L'espace public appartient à tous et chacun devrait en prendre soin. Les villes peuvent sensibiliser les utilisateurs de l'espace public à leurs droits et devoirs, en utilisant des équipes spécialisées à cette fin.

Les villes peuvent aussi s'engager dans des projets pour promouvoir l'identification. Les personnes qui s'identifient à l'espace public s'en préoccupent davantage.

Garde du parc paysager de la Wiese, Bâle

Un garde patrouille dans la zone de détente du parc public de la Wiese et sensibilise à la nature et au respect mutuel.

Campagne #Rhylax, Bâle

Sur les rives du Rhin à Bâle se rencontrent différents groupes d'usagers aux exigences différentes, particulièrement par beau temps. La cohabitation pacifique ne peut pas se faire sans respect mutuel. La campagne #Rhylax fait la promotion de la cohabitation respectueuse au bord du Rhin.¹⁰¹

98 www.gute-nachbarschaft.ch/wertschaetzen/um-die-thematik/2016/runder-tisch-langstrasse

99 www.bern.ch/mediencenter/medi.enmitteilungen/aktuell_ptk/stadtteilkonferenzen-wissensaus-tausch-als-planungsinstrument

100 www.muenchen.de/rathaus/Stadtverwaltung/Sozialreferat/Wohnungsamt/akim.html

101 www.entwicklung.bs.ch/stadtteile/stadtteilentwicklung/rhylax.html

Exposition «Courage civil», Zurich et Bâle

En 2015 – 2016, l'exposition «Courage civil – si je ne le fais pas, qui le fera?» a soulevé la question du fonctionnement d'une coexistence sociale responsable.¹⁰²

Equipes SIP et Pinto, Zurich, Berne, Lucerne, Bienne

Ces équipes sont à mi-chemin entre service d'ordre et travail social. Leur tâche est d'informer, de signaler les mauvais comportements et de régler les conflits en cas d'incident.¹⁰³

Prévention criminelle dans les écoles par la police municipale de Zurich

A partir de l'année scolaire 2018, la police de Zurich développe la prévention criminelle dans les écoles et introduit des cours correspondants dans les niveaux supérieurs. Le thème «Sécurité dans l'espace public» fait partie des nouveaux cours prévus.

Campagne contre le harcèlement sexuel, Lausanne

Au printemps 2018, la ville de Lausanne a initié avec une vidéo satirique¹⁰⁴ une campagne contre le harcèlement sexuel dans l'espace public. En plus de la campagne de sensibilisation, la ville met en œuvre d'autres mesures, comme une formation spécifique pour les policiers, un formulaire en ligne pour les victimes de harcèlement sexuel et le traitement du thème dans les cours d'éducation sexuelle à l'école.

Campagne de sensibilisation contre le vol à la tire, Genève

En 2015, Genève a mené une campagne de sensibilisation contre les pick-pockets. Avec des affiches en anglais, la campagne s'adressait aussi explicitement aux collaborateurs étrangers des organisations internationales et des représentations diplomatiques installées à Genève.

Aare you safe?, Berne

Avec la campagne «Aare you safe?», la ville de Berne et différentes organisations partenaires attirent l'attention sur les dangers dans et sur l'Aar. La campagne de sensibilisation s'adresse aussi explicitement aux nageurs et aux «bateliers» de langue étrangère et étrangers.¹⁰⁵

102 www.hmb.ch/zivilcourage.html

103 **Berne:** www.bern.ch/politik-und-verwaltung/stadtverwaltung/bss/jugendamt/pinto-praevention-intervention-toleranz

Bienne: <https://www.biel-bienne.ch/fr/pub/vivre/securite/securite-intervention-preventi.cfm>

Lucerne: www.stadt-luzern.ch/thema/3943

Zurich: www.stadt-zuerich.ch/sd/de/index/stadtleben/sip.html

104 Musée du Harcèlement de Rue www.mdhr.ch/

105 www.bern.ch/themen/sicherheit/pravention/aare-you-safe

Equipe d'information lors de manifestations, Berne

Lors des grandes manifestations sur l'espace public, la ville de Berne déploie une équipe d'information, qui transmet les informations actuelles, notamment à des tiers non impliqués. Il s'agit d'informations sur la durée des perturbations et d'informations générales sur la manifestation ou sur les routes de contournement pour éviter le rassemblement. Les équipes d'information n'assument explicitement aucune tâche de police. Cependant, elles sont informées en permanence de la situation actuelle par la transmission coordonnée d'informations, en particulier par la police cantonale, mais aussi par les entreprises de transport. Elles sont donc en bonne position pour transmettre ces informations.

Utiliser et exploiter les réseaux sociaux

Pour maintenir et améliorer la sécurité dans l'espace public, les villes peuvent aussi utiliser les médias sociaux. En publiant des informations ou en suivant des forums relatifs à la sécurité, il y a différentes possibilités d'exercer via les réseaux sociaux une influence sur l'espace public et sur la sécurité qui y règne. Pour cela, les responsables de la sécurité doivent mettre à disposition des ressources adaptés, tant humaines que techniques. Vu que les villes suisses, respectivement les corps de police, ne disposent que de ressources limitées en personnel, les spécialistes pourraient échanger ensemble et apprendre les uns des autres. Cet échange devrait être institutionnalisé.

erlenapp, Bâle

Avec l'erlenapp, le quartier d'Erlenmatt a son propre réseau social, qui permet d'atteindre une grande partie des habitants. L'application permet de s'informer et d'échanger. En ce moment, on examine la possibilité d'inclure des responsables de la sécurité de la ville, comme la police de proximité, dans la communauté des utilisateurs de l'application.¹⁰⁶

Présence de la police municipale de Zurich sur les réseaux sociaux

La police de la ville de Zurich dispose de ce que l'on nomme des ICoPs, qui cherchent le dialogue direct avec la population sur les différentes plateformes de médias sociaux et qui donnent un aperçu direct du quotidien professionnel d'un policier.¹⁰⁷ Des villes à l'étranger, comme Berlin, ont désormais de plus grandes équipes affectées aux réseaux sociaux, qui fonctionnent au quotidien, mais aussi en cas d'événements comme l'attaque terroriste de 2016 contre un marché de Noël.

¹⁰⁶ erlenmatt-west.ch/erlenapp

¹⁰⁷ www.stadt-zuerich.ch/pd/de/index/stadtpolizei_zuerich/medien/medienmitteilungen/2015/de-zember/stadtpolizei-zuerich-setzt-internet-community-polizisten-ein.html

6.4 Faire respecter la sécurité dans l'espace public

Utiliser et renforcer le cadre juridique

Les villes doivent s'assurer que le cadre juridique nécessaire à maintenir la sécurité dans l'espace public existe. Les règlements et les lois offrent un cadre d'action transparent. Sur les thèmes controversés comme l'utilisation, les opportunités et les limites des mesures de surveillance, les villes peuvent encourager une discussion basée sur du concret.

Contrôles d'identité par le SIP, Bienne

A Bienne, l'unité d'intervention SIP fait le lien entre la police cantonale et les travailleurs sociaux dans l'espace public, en ce sens qu'elle a une fonction à la fois préventive et répressive. Par rapport à ceux d'autres villes, le SIP de Bienne dispose de compétences relativement étendues. Ses membres peuvent procéder à des contrôles d'identité. Cet élargissement du champ d'action est un facteur de succès pour le travail préventif dans le domaine de la sécurité, particulièrement auprès des jeunes.

Stratégie drones, Genève

En 2017, le Conseil d'Etat a élaboré une vision en matière de drones et a fixé quelles utilisations sont autorisées et dans quelles circonstances. Avec des approches novatrices, Genève aspire à être une des premières villes au monde à mettre en œuvre des solutions coordonnées pour les drones et la défense contre les drones. Ainsi, la police genevoise est par exemple le premier service de Suisse pour la défense contre les drones, entre autres avec l'engagement d'aigles dressés à intercepter les drones.¹⁰⁸

Mettre suffisamment de personnel à disposition pour maintenir la sécurité dans l'espace public

Pour garantir la sécurité dans l'espace public, les organisations de sécurité ont besoin de suffisamment de ressources en personnel. Une présence visible, mais pas non plus trop forte, augmente la sécurité objective et surtout aussi le sentiment de sécurité de nombreux usagers de l'espace public. Les responsables du déploiement des forces de sécurité doivent à cet égard tenir compte du défi de la société 24 heures sur 24: la planification d'engagement devrait rester flexible sur les points chauds en formation et autres endroits névralgiques et prévoir une concentration sur ces points. Pour disposer des ressources nécessaires à ces fins, les responsables politiques devraient reconnaître l'importance des espaces publics et l'intérêt d'un niveau de sécurité suffisant.

108 Drones, Vision de la République et canton de Genève, 2017, www.ge.ch/document/drones-vision-republique-canton-geneve

Police de proximité, Bâle

La police de proximité repose sur une bonne collaboration entre la police et la population. Les policiers qui travaillent toujours dans le même quartier sont des personnes de contact pour la population. Ils identifient les problèmes dans les domaines de la criminalité, du désordre et du sentiment subjectif d'insécurité et ils trouvent des solutions. L'accent est mis sur des approches préventives, qui empêchent autant que possible l'apparition des insécurités.¹⁰⁹

«Élément d'engagement de la police dans les points chauds», Bâle

La police de Bâle-Ville a reçu progressivement dès 2012 des postes supplémentaires pour permettre une concentration visible des efforts aux heures et aux lieux connus comme «points chauds» de la ville. Cet «Einsatzelement Brennpunktpolizei» compte aujourd'hui 36 policiers et exerce avec succès son action aussi bien préventive que répressive. A l'occasion de la création de cet élément d'engagement, la police de proximité et l'unité de prévention de la violence axée sur les jeunes de la police cantonale ont reçu ensemble neuf postes supplémentaires.

Projet «Violence dans l'espace public», Police cantonale bernoise

Dans le cadre d'un projet interdisciplinaire, la police cantonale bernoise s'est occupée intensément du thème de la violence dans l'espace public. On a par exemple analysé les heures et les lieux exacts des délits violents comme les lésions corporelles, les agressions ou le harcèlement sexuel. Ceci a aidé à déterminer comment certains délits changent de type et de nombre et se déplacent dans l'espace selon l'heure. Désormais, les résultats aident à engager les forces de police de manière encore plus ciblée. Un monitoring est effectué tous les mois afin d'adapter au besoin le dispositif d'engagement. Le projet a également débouché sur une collaboration encore plus étroite avec les exploitants de clubs et de bars, un accent mis plus fortement sur les délinquants multiples, une campagne de sensibilisation, entre autres dans les écoles, ainsi qu'une campagne d'information dans les centres pour réfugiés. Le projet se poursuit pour l'instant jusqu'à fin 2019.

Présence policière renforcée la nuit, Zurich

La police municipale de Zurich dispose d'une unité qui renforce la présence policière dans l'espace public de manière ciblée pendant les week-ends des mois d'été et qui se concentre sur les problématiques de la nuit.

109 www.polizei.bs.ch/im-quartier/ansprechpartner-quartier/community-policing.html

Equipes SIP et Pinto, Zurich, Berne, Lucerne, Bienne

Pour les villes, en particulier celles qui n'ont pas leur propre police, les organisations d'engagement SIP/Pinto constituent une ressource importante pour assurer la sécurité dans l'espace public. Avec ces équipes, les villes gardent une certaine marge de manœuvre. L'exemple de la ville de Zurich montre une fois de plus que la coexistence d'une police municipale et d'un SIP peut bien fonctionner.

Utiliser des approches policières prédictives

Aujourd'hui, les données à disposition peuvent être mise à profit pour indiquer de manière prévisionnelle de potentiels points chauds dans l'espace public, en utilisant des algorithmes appropriés. L'hypothèse est que les délits suivent souvent des schémas. Les forces de l'ordre utilisent des informations tirées d'anciens cas. Ils les combinent ensuite avec les données en temps réel, afin de dresser des pronostics sur l'avenir immédiat. Avec la présence policière renforcée dans les lieux dont on prévoit qu'ils deviendront des points chauds, on augmente la sécurité objective, et aussi la sécurité subjective, car on empêche les délits. En outre, cette méthode permet d'engager le peu de ressources qu'on a de la manière la plus efficace possible. Jusqu'ici, ces technologies sont appliquées avant tout dans la lutte contre les cambriolages.

Police prédictive, Police municipale de Zurich

La division analyse et développement de la police de Zurich utilise un système dit de «Precrime». Sur la base de l'analyse des cambriolages récents, il fait des prédictions sur les endroits où pourraient avoir lieu des cambriolages futurs.¹¹⁰

110 Différentes polices cantonales, comme celles d'Argovie ou de Bâle-Campagne utilisent de telles technologies. Avec ce système, la police argovienne transmet même à la population des «messages d'avertissement» par application.



7. Quels sont les principaux enseignements? *Bilan*

Les espaces publics seront importants pour les villes suisses également à l'avenir. Ils ont une influence majeure sur la qualité de vie dans les communautés urbaines. Y maintenir un degré suffisant de sécurité reste pour les villes une tâche permanente et en même temps exigeante – et le présent rapport aimerait y apporter une contribution.

Le savoir rassemblé à partir d'études et de bases techniques, les expériences et les estimations des experts et les résultats des échanges lors de nombreuses séances et ateliers ont livré une foule d'enseignements importants, qui peuvent à l'avenir être inclus dans les planifications pour la sécurité dans les espaces publics. En résumé, les principaux de ces enseignements sont les suivants:

1) La sécurité des espaces publics est et reste un facteur important pour la perception (de la sécurité) d'une ville entière

Les espaces publics sont et restent des «cartes de visite» des villes suisses. La situation sécuritaire détermine de manière décisive la qualité de vie. Si les espaces publics ne sont pas assez sûrs ou s'ils passent pour dangereux, cela a un effet immédiat sur la perception de la situation sécuritaire de la ville dans son entier. Ceci est important pour la population, pour les hôtes venus du pays et de l'étranger, mais aussi pour l'économie – et ainsi pour l'attractivité d'une ville en général.

2) Les villes suisses font déjà beaucoup pour atteindre un niveau de sécurité suffisant

L'ordre démocratique, l'ordre juridique, mais aussi la prospérité de la Suisse forment la base pour la qualité de vie et pour le haut niveau de sécurité des espaces publics. Partant de ce constat, la bonne situation sécuritaire est à mettre avant tout au crédit des organes et des personnes responsables dans les villes. On y est conscient de l'importance de la sécurité dans les espaces publics et on agit en conséquence.

Le chapitre 4 énumère des facteurs de succès qui conduisent à la sécurité dans les espaces publics. Il n'y a cependant pas de recommandations générales sur comment appliquer ces facteurs de succès dans une ville. Leur mise en œuvre est à tester spécifiquement pour chaque communauté urbaine. Le chapitre 6 en donne des exemples, qui ont fait leurs preuves dans la pratique.

3) Les mesures de sécurité ne doivent pas entraver la diversité et la pluralité de la vie urbaine

La sécurité dans une ville est jugée très différemment selon la subjectivité de chacun. Il est donc important d'assurer la sécurité sans limiter la vie urbaine dans sa pluralité, sa diversité et son hétérogénéité des styles de vie et des possibilités d'expression, et sans renoncer du tout à cette richesse. Pour y arriver, il faut prendre en compte le thème de la sécurité dès le départ dans le développement urbain.

4) La sécurité des espaces publics est à prendre en compte de manière différenciée et intégrale

La sécurité des espaces publics n'existe pas. Il est important de différencier sécurité subjective et sécurité objective. Une planification sécuritaire réussie tient compte des deux aspects. Le rapport entre les infractions pénales dans l'espace public d'une part et le calme et l'ordre de l'autre doivent aussi être définis et pris en compte lors des planifications.

5) La sécurité dans les espaces publics résulte de l'action combinée de nombreux acteurs

La police est une actrice tout à fait centrale pour la sécurité des espaces publics – mais elle n'est de loin pas la seule. A côté d'elle, il y a de nombreuses organisations responsables, par exemple le développement urbain, les services d'entretien comme la voirie et les parcs et jardins, les équipes de prévention et les institutions comme SIP/Pinto ou les travailleurs de rue; mais aussi le commerce local et enfin la population elle-même. L'éventail des personnes qui ont contribué à ce rapport montre bien à quel point le spectre des acteurs peut être large. Sans oublier la politique sociale et de la jeunesse ou celles de l'école et de la formation, qui jouent un rôle important dans le contexte de la prévention. Tout cela montre à quel point la sécurité des espaces publics, et avec elle la coordination des thèmes, des acteurs et des mesures sont affaires multiformes et complexes. Il est donc essentiel qu'une ville ait un organe qui coordonne les différents acteurs et qui gère les coopérations nécessaires.

6) Les tendances et les développements auront des effets très différents sur la sécurité des espaces publics

Certaines tendances qui influent sur la sécurité des espaces publics sont des mégatendances: la croissance démographique ou le changement climatique se développent sur de nombreuses années, voire décennies. Ces mégatendances sont prévisibles – ou tout au moins modélisables, mais également difficiles à influencer ou à inverser. Elles touchent toujours l'ensemble de la communauté urbaine – et donc aussi l'espace public et sa sécurité. Il est donc indispensable que les villes examinent à un stade précoce les effets que de tels développements ont sur la sécurité des espaces publics et comment elles veulent répondre aux défis que cela lui pose.

D'autres tendances importantes pour l'espace public, par exemple récemment le jeu en ligne «Pokemon Go» ou les «Flash-Mobs» - qui semblent déjà passées de mode -, sont plutôt temporaires. Elles peuvent néanmoins signifier quelque chose pour la sécurité, même si elles répondent à l'esprit du temps et peuvent disparaître comme elles étaient apparues. Les responsables n'ont souvent pas les moyens d'opposer une réaction nécessaire - immédiate mais tout de même réfléchie - à de tels phénomènes. Parfois, il est plus judicieux d'attendre, et de garder face à ces modes éphémères une certaine sérénité.

7) Il faut réagir aux menaces actuelles – après un débat nuancé

Face à une menace changeante, comme celle des récentes attaques terroristes dans des métropoles européennes, les villes suisses doivent aussi réagir. Mais elles doivent le faire avec modération et sagesse. Les mesures appropriées doivent être examinées de manière différenciée, il faut évaluer la menace actuelle et future. Il faut également examiner comment, avec la participation d'experts, comme des architectes par exemple, on peut faire une mise en œuvre discrète. Des mesures trop visibles ou trop radicales peuvent affecter le sentiment de sécurité et finalement même la liberté dans les espaces publics.

8) Il existe des exemples nombreux et très variés de la façon dont on peut créer la sécurité dans les espaces publics

Toutes les mesures, toutes les initiatives ne conviennent pas à toutes les villes suisses. Il faut des solutions sur mesure. Mais chaque ville n'a pas besoin de «réinventer la roue». Le dialogue entre les personnes et les organes responsables de la sécurité des espaces publics d'une ville n'en est que plus important. Ceci avec l'objectif d'apprendre les uns des autres et, si nécessaire, d'aborder ensemble certains thèmes. Il faut aussi certainement la peine de regarder au-delà des frontières de la Suisse.

9) Assurer la sécurité dans les espaces publics est une tâche permanente

Même si aujourd'hui, les espaces publics dans les villes suisses sont sûrs, le sujet reste d'actualité. La conscience de l'importance de la sécurité dans les espaces publics est marquée dans les villes suisses – et pas seulement à Bâle. Mais malgré une situation sécuritaire qui aujourd'hui est fondamentalement bonne, il est important de «rester dans le coup». C'est pourquoi s'occuper de la sécurité de leurs espaces publics reste une tâche permanente pour les villes suisses – afin qu'elles restent sûres et agréables à vivre aussi à l'avenir.

A1 Organisation du projet

A1.1 Direction du projet

Canton de Bâle-Ville

- **Barbara Alder**, Präsidialdepartement Basel-Stadt, Kantons- und Stadtentwicklung, Leiterin Fachstelle Grundlagen und Strategien
- **Nadine Grüninger**, Präsidialdepartement Basel-Stadt, Kantons- und Stadtentwicklung, Projektleiterin Fachstelle Grundlagen und Strategien
- **Rolf Meyer**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Kommandant Stellvertreter

EBP

- **Lilian Blaser**, Geschäftsbereich Sicherheit
- **Tillmann Schulze**, Geschäftsbereich Sicherheit

A1.2 Equipe de base

- **Marc Flückiger**, Erziehungsdepartement Basel-Stadt, Bereich Jugend, Familie und Sport, Leiter Abteilung Jugend- und Familienförderung
- **Patrik Hitz**, BaslerFonds, Fondsleitung
- **Martin Lüchinger**, Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt Kanton Basel-Stadt, Amt für Umwelt und Energie, Leiter Abteilung Abfall
- **Emanuel Trueb**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Leiter Stadtgärtnerei

A1.3 Equipe de projet EBP

- **Kaspar Fischer**, Geschäftsbereich Raum- und Standortentwicklung
- **Sarah Fuchs**, Geschäftsbereich Raum- und Standortentwicklung
- **Robert Salkeld**, Geschäftsbereich Raum- und Standortentwicklung

A2 Partenaires d'interviews

A2.1 Entretiens sur les tendances

- **Renate Amstutz**, Union des villes suisses, directrice
- **Barbara Brechbühl-Jenni**, Union des villes suisses, responsable politique de sécurité et statistiques
- **Stefan Breit**, Gottlieb Duttweiler Institut (GDI), Trainee Researcher
- **Harry Gugger**, Laboratoire Bâle EPFL, Architect, Stakeholder BS
- **Alexandra Heeb**, Stadt Zürich, Polizeidepartement, Delegierte Quartiersicherheit
- **Jonas Hagmann**, ETH Zürich, Center for Security Studies, Leiter Arbeitsgruppe Urbane Sicherheit
- **Marta Kwiatkowski**, Gottlieb Duttweiler Institut (GDI), Senior Researcher

A2.2 Entretiens sur la pratique

- **Fabio Arlotta**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Mitarbeiter Jugend- und Präventionspolizei
- **Daniel Baumann**, Losinger Marazzi, Leiter Landanbindung
- **Julia Borer**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Mitarbeiterin Besondere Prävention
- **Mathias F. Böhm**, Geschäftsführer Pro Innenstadt
- **Nicole Fretz**, Co-Leiterin Stadtteilsekretariat West
- **Niklaus Hofmann**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Tiefbauamt, Leiter Allmendverwaltung
- **Rudolf Köhlin**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Community Policing, Ressortchef Bezirk Kleinbasel,
- **Marco Liechti**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Leiter Ressort Kriminalprävention
- **Dominique Lorenz**, Gesundheitsdepartement Basel-Stadt, Abteilung Sucht, Leiterin Fachteam Mittler im öffentlichen Raum
- **Giuseppe Lorenzi**, Losinger Marazzi, Stv. Abteilungsleiter, Immobilienentwicklung Basel, Gebietsverantwortlicher Basel-Stadt
- **Martina Münch**, Bau- und Verkehrsdepartement, Planungsamt, Leiterin Abteilung Gestaltung Stadtraum Verkehr
- **Christian Plüss**, Polizei Basel-Landschaft, Verbindungsbeamter BS/BL für Frankreich
- **Ruedi Spaar**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Community Policing, Ressortchef Bezirk Grossbasel

A2.3 Entretiens des villes

- Ville de **Berne**: Martin Albrecht, Generalsekretär Direktion Sicherheit, Umwelt und Energie
- Ville de **Bienne**: André Glauser, Leiter Abteilung Öffentliche Sicherheit, Direktion Soziales und Sicherheit
- Ville de **Genève**: Peter Brander, Chef Etat-Major Cantonal de Conduite; Alexandre Vautravers, Chargé de mission aux questions stratégiques; François Waridel, Chef des opérations de la police cantonale genevoise, Département de la sécurité et de l'économie
- Ville de **Lucerne**: Maurice Illi, Stelle für Sicherheitsmanagement und Clara Jörger, Ressort Gebietsentwicklung und öffentlicher Raum
- Ville de **Zurich**: Alexandra Heeb, Delegierte Quartiersicherheit, Polizeidepartement

A3 Participants aux ateliers

En plus des experts cités ci-dessous, chaque atelier a vu la participation de plusieurs membres de la direction du projet.

A3.1 Ateliers de lieux

A3.1.1 Steinenvorstadt

- **Malika Abd'Rabbou**, Mobile Jugendarbeit, Stv. Geschäftsleiterin
- **Mathias F. Böhm**, Pro Innenstadt, Geschäftsführer
- **Nina Hochstrasser**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Tiefbauamt, Projektleiterin Allmendverwaltung
- **Gabriel Kiefer**, Mobile Jugendarbeit, Mitarbeiter
- **Marcel Meier**, Kommission Veranstaltungen auf öff. Grund, Informationsbeauftragter und Vorsitzender
- **Heinz Rüegg**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei Basel-Stadt, Community Policing
- **Christoph Schmid**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei Basel-Stadt, Community Policing
- **Dagmar Vergeat**, Quartiersverein Innenstadt, Präsidentin

A3.1.2 Claraplatz et environs

- **Michelle Bachmann**, Präsidialdepartement Basel-Stadt, Kantons- und Stadtentwicklung, Projektleiterin Fachstelle Stadtteilentwicklung
- **Michel Hostettler**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Community Policing
- **Manuela Jecker**, Schwarzer Peter, Gassenarbeiterin
- **Martin Lüchinger**, Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt Kanton Basel-Stadt, Amt für Umwelt und Energie, Leiter Abteilung Abfall
- **Martina Münch**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Planungsamt, Leiterin Abteilung Gestaltung Stadtraum Verkehr
- **Sonja Roest Vontobel**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Generalsekretariat, Leiterin Fachreferat
- **Bastian Schreyvogel**, Gesundheitsdepartement Basel-Stadt, Abteilung Sucht, Mittler im öffentlichen Raum
- **Michel Steiner**, Schwarzer Peter, Gassenarbeiter
- **Theres Wernli**, Stadtteilsekretariat Kleinbasel, Co-Leiterin

A3.1.3 Erlenmatt

- **Michel Eisele**, Mobile Jugendarbeit Basel-Stadt, Mitarbeiter
- **Marc Freivogel**, Erziehungsdepartement Basel-Stadt, Abteilung Jugend- und Familienförderung, Beauftragter für Jugendfragen
- **Claudia Greter**, Präsidialdepartement Basel-Stadt, Kantons- und Stadtentwicklung, Fachstelle Stadtteilentwicklung, Kontaktstelle für Quartierarbeit
- **Cordula Hawes**, Ambassadore Erlenmatt, Mitarbeiterin
- **Michel Hostettler**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Community Policing
- **Simon Leuenberger**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Stadtgärtnerei, Leiter Kreis Kleinbasel
- **Reto Meier**, Losinger Marazzi, Stv. Abt.-Leiter Immobilien-Entwicklung, Niederlassung BS
- **Martin Müller**, fossil, Facility Manager EMEA
- **Elisabet Nussbaumer**, Graue Panther
- **Bastian Schreyvogel**, Gesundheitsdepartement Basel-Stadt, Abteilung Sucht, Mittler im öffentlichen Raum
- **Robert Stern**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Planungsamt, Stv. Leiter Abteilung Arealentwicklung und Nutzungsplanung

A3.1.4 Parc paysager de la Wiese

- **Silvan Aemisegger**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Planungsamt, Projektleiter Raumentwicklung
- **Michelle Bachmann**, Präsidialdepartement Basel-Stadt, Kantons- und Stadtentwicklung, Projektleiterin Fachstelle Stadtteilentwicklung
- **Patrick Breitenstein**, Gemeinde Riehen, Abteilungsleiter Publikums- und Behördendienste
- **Michel Hostettler**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Community Policing
- **Werner Moser**, Industrielle Werke Basel (IWB), Leiter Aussenanlagen Wasser
- **Bruno Ris**, Erlen-Verein / Tierpark Lange Erlen, Tierparkleiter
- **Adrian Weber**, Empfangs- und Verfahrenszentrum Basel, Stv. Leiter

A3.2 Ateliers de tendances

A3.2.1 Communication mobile / numérisation

- **Alain Jörg**, Swisscom, Head of Insights
- **Beat Rudin**, Datenschutzbeauftragter Basel-Stadt
- **Markus Brönnimann**, Stv. Datenschutzbeauftragter Basel-Stadt
- **Elke Engel**, Triarc Laboratories Ltd., Leiterin Projektentwicklung
- **Eveline Nucito**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Leiterin Einsatzplanung
- **Michael Philipp**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Ressortleiter Sicherheitspolizei ("Nachtmanager")
- **Marc Flückiger**, Erziehungsdepartement Basel-Stadt, Bereich Jugend, Familie und Sport, Leiter Abteilung Jugend- und Familienförderung
- **Martin Gruber**, Smart Regio Basel, Mitarbeiter Projektoffice
- **Simon Rolli**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Leiter Grundbuch- und Vermessungsamt
- **Tobias Burkhard**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Ressortleiter a.i. Operative Lage
- **Ralph Straumann**, EBP, Projektleiter IT/GIS

A3.2.2 L'espace public appartient à tous pour 24 heures

- **Marc Freivogel**, Erziehungsdepartement Basel-Stadt, Abteilung Jugend- und Familienförderung, Beauftragter für Jugendfragen
- **Michael Philipp**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Ressortleiter Sicherheitspolizei ("Nachtmanager")
- **Brigitte Löwenthal**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Stadtgärtnerei, Projektleiterin Grünplanung
- **Stephan Pozner**, Bau- und Verkehrsdepartement Basel-Stadt, Tiefbauamt, Stv. Leiter Stadtreinigung
- **Kerstin Wenk**, Komitee «Kulturstadt Jetzt» Basel, Mitarbeiterin
- **Tom Steiner**, Zentrum öffentlicher Raum (ZORA) Hochschule für Soziale Arbeit Luzern, Geschäftsführer

A3.2.3 Surveillance, régulation, privatisation

- **Timo Sollberger**, Securitas AG, Direktor Basel
- **Michael Philipp**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Ressortleiter Sicherheitspolizei ("Nachtmanager")
- **Peter Brunner**, Justiz- und Sicherheitsdepartement Basel-Stadt, Kantonspolizei, Dienstleiter Planung und Einsatz
- **Nadine Zurkinden**, Uni Basel, Assistentin Juristische Fakultät
- **Katja Gysin**, Datenschutzbeauftragter Basel-Stadt, Fürsprecherin, Stv. Datenschutzbeauftragte

- **Beat Meier**, FC Basel, Sicherheitsverantwortlicher
- **Matthias F. Böhm**, Pro Innenstadt, Geschäftsführer

